

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 449 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 449
Mai - Juin - Juillet - 1999
36^e année

DANS CE NUMERO

- La question de l'autodétermination dans les Balkans
- Les traditions internationalistes du prolétariat serbe
- L'«extrême-gauche» et la guerre ou comment mieux renier défaitisme révolutionnaire et internationalisme prolétarien
- L'habituelle conversion guerrière des pacifistes
- Une manoeuvre du CCI
- La grande bouffe
- Pinochet: sacrifice de l'allié d'hier sur l'autel de l'ordre démocratique bourgeois
- Guerre du capital contre les prolétaires

Algérie: la farce électorale échoue à camoufler la dictature bourgeoise

Ce n'est pas d'hier que le marxisme dénonce la duperie des institutions démocratiques et des mécanismes électoraux. Dès l'origine, il a mis en évidence que contrairement à la légende démocratique, ce n'est pas la «libre volonté» des citoyens, exprimée au travers d'un vote manifestant la «souveraineté du peuple», qui détermine l'orientation des Etats bourgeois, mais les intérêts de la **classe dominante**. Comme disait Lénine, la plus démocratique des Républiques démocratiques n'est pas autre chose qu'une **dictature de la bourgeoisie**. La tâche constante des communistes est donc de dévoiler le mensonge démocratique qui sert à la bourgeoisie à masquer les antagonismes de classes et à présenter aux prolétaires la perspective d'une amélioration facile et indolore de leur grâce au bulletin de vote. Contre les illusions démocratiques, les communistes rappellent que c'est seulement en se lançant dans la lutte ouverte de classe menée jusqu'à la révolution, c'est-à-dire la prise du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration sur ses ruines de la dictature du prolétariat, que les prolétaires se donneront les moyens de s'émanciper, d'en finir avec l'exploitation, l'oppression et la misère, en détruisant le capitalisme.

La démocratie est une arme si utile pour la défense du système capitaliste que les bourgeoisies des pays impérialistes dominants, sur la base de leur riche expérience historique contre-révolutionnaire, ne ménagent pas leurs efforts pour faire adopter par les bourgeoisies plus jeunes et moins expérimentées, les méthodes et les moyens de la duperie démocratique: la mise en oeuvre de mesures **démocratisation** est de plus en plus une des conditions à l'octroi de crédits ou d'«aides» aux pays capitalistes moins développés, presque à l'égal des mesures habituelles en faveur des intérêts économiques impérialistes, comme l'ouverture aux investissements étrangers, libéralisation économique, etc., pour ne pas parler des «liens» beaucoup plus directs qui accompagnent une

(Suite en page 2)

Le Kosovo et les Balkans dans les mailles de l'impérialisme

24 mars - 10 juin: 399 missions aériennes, 79 jours de bombardement ininterrompus sur les villes serbes et kosovars par les forces aériennes des plus grandes puissances impérialistes du monde réunies dans l'OTAN. Plus de mille morts civils, des milliers de soldats serbes massacrés; destruction systématique des ponts, des aéroports, usines, centrales électriques, hôpitaux, casernes, dépôts de munition,

Voilà quelques résultats de l'«ingérence humanitaire» au son du canon en Yougoslavie dont les grandes puissances super-démocratiques se sont arrogées. Pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale il n'y a pas eu de déclaration de guerre formelle, ni même l'habituelle feuille de vigne d'une résolution de l'ONU, mais la froide décision d'intervenir contre un pays qui ne se pliait pas assez vite aux volontés des grandes puissances occidentales et des Etats-Unis en particulier. Le prétexte: arrêter sa répression systématique et son «nettoyage ethnique» à l'encontre des habitants albanophones du Kosovo. Que cela n'ait été qu'un prétexte est prouvé par le fait que pendant 10 ans ces grandes puissances ne s'étaient pas émues du sort des albanais du Kosovo. Le «nettoya-

ge ethnique», c'est-à-dire le déplacement forcé de populations entières, de souche ou de religion différente, a eu lieu des dizaines de fois dans les dernières décennies: que l'on songe à la naissance d'Israël, aux déplacements de population en Afrique et en Asie; que l'on songe surtout que l'Europe ultracivilisée où nous vivons repose sur le plus grand nettoyage ethnique de l'histoire: après la guerre, ce sont par millions et par millions que des gens ont été chassés de chez eux pour que le nouveau tracé des frontières englobe le moins possible d'allogènes...

Le *nettoyage ethnique* est le fruit historique des sociétés divisées en classes, que la société capitaliste a porté à son plus haut degré. Tant qu'existera le capitalisme, tant que les classes bourgeoises se maintiendront

voies de chemin de fer, relais de télévision, etc; l'économie yougoslave ramenée cinquante ans en arrière. Certains journaux chiffrent à 50 milliards de dollars le coût de la reconstruction (et 77 milliards de dollars le coût jusqu'ici de la guerre, donc non compris les frais d'entretien des troupes de l'OTAN). Pour le seul Kosovo, la reconstruction prendrait de 5 à 10 ans selon les différentes sources.

au pouvoir, la discrimination raciale, la xénophobie, la purification ethnique ne disparaîtront pas. Pour qu'elles disparaissent, pour qu'elles soient éliminées à jamais de la vie sociale, il faut une **force sociale et de classe fondamentalement opposée à la bourgeoisie et à toutes les classes possédantes**; cette force, c'est le prolétariat, dès que, comme le dit le «Manifeste», il se constitue en classe en soi, classe révolutionnaire dirigée par l'organe révolutionnaire suprême qui est le parti de classe, le *parti révolutionnaire communiste* et donc *international*.

79 jours de bombardement ininterrompus, auxquels, aux côtés des impérialismes américain, britannique, allemand, italien et

(Suite en page 6)

Principes marxistes fondamentaux

Nous publions ci-dessous des extraits de «Dialogue avec les morts», texte écrit en 1956 en réplique au tapageur XXe Congrès du PCUS, à la déstalinisation et au tournant personnifié par Kroutchev. Les krouchtchéviens mettaient tous les crimes et toutes les fautes commises dans la «construction du socialisme» en Russie sur le dos d'un seul homme - Staline - et promettaient de revenir aux «principes léninistes» en respectant la démocratie, la collégialité, la souveraineté populaire, etc. Notre texte montrait qu'en fait le

nouveau cours, bien loin de représenter un quelconque retour au «léninisme» marquait, y compris sur le plan politique et théorique, un degré de plus dans la contre-révolution (et la déformation du marxisme) en ce qu'il s'affublait des vieux oripeaux de la démocratie. «Dialogue avec les morts» - dont nous préparons la réédition - répliquait par une défense vigoureuse des principes de la dictature et de l'autorité révolutionnaires, indispensables pour assurer la victoire du prolétariat.

PETIT SCHEMA ELEMENTAIRE

Il est bien connu que nous sommes schématiques - que l'on se réfère à cet égard aux thèses soutenues par la Gauche à l'époque de l'Internationale Communiste dans les congrès communistes italiens et mondiaux. On a assisté, certes, à des révoltes très saines des partis contre les comités, comme par exemple, à cette Conférence illégale du Parti Communiste d'Italie qui fut tenue dans les Alpes en 1924, alors que le courant de centre détenait la direction depuis un an. Non seulement la grande majorité des inscrits, mais également celle de l'appareil central, vota pour l'opposition de gauche. Personne ne s'en étonna ni d'un côté ni de l'autre, mais le comité ne «tomba» pas pour autant. S'il est «tombé», c'est dans un tout autre sens: il a dégénéré. Mais c'est encore lui qui commande, avec ou sans Staline!

La question de l'**action** et des facteurs qui la guident (?) peut être ramenée à trois principaux moments.

Premier stade: Apparition d'un nouveau mode de production, comme celui du capitalisme industriel. Révolution politique par laquelle la classe qui contrôle les moyens de production de ce nouveau mode, accède au pouvoir et fonde son Etat. Apparition de la classe qui, dans cette nouvelle forme de société fournit son travail sans participer au contrôle social: le prolétariat. Pour Marx, le concept de **classe** ne réside pas dans cette constatation et cette description, mais dans

la manifestation d'actions communes (déterminées par des conditions communes), actions qui, dans un premier temps, ne sont ni voulues, ni décidées par personne. Formation d'une nouvelle théorie-programme de la société qui s'oppose à celle de la classe dominante qui fait l'apologie de la société existante. Ce n'est qu'à partir de ce point (avec, on le comprend, des complications infinies, des avancées et des reculs) que l'on a la «constitution du prolétariat en parti politique», qu'à partir de ce moment ce moment, que l'on a une **classe** historique. Les conditions historiques pour qu'agisse une nouvelle classe sont donc: théorie - organisation politique de classe.

Second stade: Dans ces conditions, la nouvelle classe mène la lutte pour chasser l'autre du pouvoir. Dans le cas que nous examinons: constitution du prolétariat en classe dominante. Destruction de l'ancien Etat. Nouvel Etat. Dictature de classe, dont le sujet est le parti. Terreur (comme toutes les révolutions, la révolution bourgeoise elle-même a connu ces phases).

Troisième stade. Il est transitoire à l'échelle historique, mais long et complexe. Sous la dictature du prolétariat, les rapports de production défendus par la vieille classe et qui barraient le chemin à de nouvelles forces productives sont anéantis les uns après les autres. L'influence des idéologies, et des coutumes de toutes natures auxquelles la classe ouvrière était soumise sont graduellement extirpées. Après la révolution du prolé-

ariat moderne, les classes disparaissent, mais avant de le faire, elles continuent encore à lutter, dans une situation maintenant inverse. Avec elles, l'appareil de coercition de l'Etat disparaît.

Tout ceci peut sembler une répétition inutile. Si nous nous sommes attardés à remettre en place ces éléments de la doctrine, c'est pour qu'on nous pose la vieille question: où prendrons-nous la conscience, la volonté, le «guide» de l'action? Et, si vous voulez, l'**autorité**? Nous n'avons laissé aucune pièce hors de l'échiquier.

Citant Lénine, nos congressistes ne se sont pas avisés d'un magnifique passage qui conduit à bien autre chose qu'au... Comité central (*Pravda*, 28/3/56) (1).

«La classe ouvrière... dans sa lutte dans le **monde entier**... a besoin d'une **autorité**... dans la mesure où le **jeune ouvrier** a besoin de l'expérience de ceux qui luttent depuis **plus longtemps** contre l'oppression et l'exploitation... de militants qui ont pris part à de nombreuses grèves et à **diverses révolutions**, à qui les **traditions** révolutionnaires ont donné de la sagesse et qui ont donc une **ample vision politique**. L'**autorité** de la lutte mondiale du prolétariat est nécessaire aux prolétaires de chaque pays... Le corps collectif des ouvriers de chaque pays qui mènent directement la lutte sera toujours l'**autorité suprême** sur toutes les questions»

Au centre de ce passage on trouve les

(Suite en page 8)

Algérie: la farce électorale échoue à camoufler la dictature bourgeoise

(Suite de la page 1)

partie de cette soi-disant «aide».

Mais ces pays n'ont en général pas les moyens de payer les frais de fonctionnement d'un système démocratique comparable à celui des pays riches, dont la crédibilité s'appuie sur des institutions, des amortisseurs sociaux, de multiples organisations et partis financés par l'Etat qui grâce à la possibilité de redistribuer quelques miettes et d'accorder quelques concessions aux masses à l'occasion des changements de personnel aux postes électifs, réussissent à se constituer une clientèle électorale. Les mesures de démocratisation dans les pays pauvres ont par contre le plus grand mal à acquérir cette crédibilité, à paraître autre chose pour les masses qu'une pure **mascarade**, impuissante à camoufler la réalité de la dictature de la classe bourgeoise.

L'Algérie nous en donne un exemple caricatural.

La démission il y a quelques mois du président Zéroual à la suite des luttes internes dans les milieux bourgeois dirigeants (1) a entraîné la tenue d'élections présidentielles, occasion idéale pour le régime de se donner une légitimité démocratique, et de relâcher un moment, grâce à la soupape de sécurité des élections, les tensions violentes qui s'accumulent en raison de la situation désastreuse des prolétaires et des masses. Un seul chiffre donne la mesure de cette situation: le taux de chômage est évalué à 50 % (2), les liquidations d'entreprise se multiplient, les salaires impayés sont de plus en plus fréquents, etc.

L'impérialisme faisait d'ailleurs pression en faveur d'une «démocratisation»: les américains - premiers clients de l'Algérie - avaient publiquement averti qu'ils jugeraient de la légitimité de cette élection à la participation de partis d'opposition. Zéroual avait solennellement affirmé qu'il ferait tout pour que les élections soient honnêtes et se déroulent dans la plus grande transparence; diffé-

rentes mesures anti-fraudes avaient été annoncées à grand bruit et même des journalistes et des commentateurs d'«opposition» expliquaient que cette fois-ci, les élections avaient de grandes chances de ne pas être truquées... en raison des divisions des cercles dirigeants qui les empêchaient de s'entendre sur le nom du futur élu!

Le grand succès du régime dans cette phase a été d'obtenir la participation du FFS (Front des Forces Socialistes, de tendance social-démocrate) à la campagne électorale. Le FFS, opposant de toujours (son chef Aït Ahmed, l'un des dirigeants historiques de la guerre d'indépendance, avait été condamné à mort pour avoir voulu continuer l'insurrection contre le nouveau régime qui s'installait à Alger) avait boycotté la précédente élection présidentielle et dénoncé le coup d'Etat (3). Partisan de la démocratie et de la laïcité, il prône le dialogue avec les islamistes du FIS et demande la fin du rôle politique de l'armée. En outre - même s'il se veut un parti national - il jouit d'une implantation réelle en Kabylie, région turbulente où l'hostilité envers les autorités est grande et nourrit de fortes poussées régionalistes. On voit donc tout l'intérêt que revêtait, pour la crédibilité de l'élection et plus généralement pour la crédibilité de la voie démocratique, la participation de ce parti à la campagne électorale, les autres candidats en lice, censés représenter divers courants d'opinion, étant tous issus du sérail.

La démocratie est un système qui est au service de l'ordre bourgeois, mais les hauts responsables militaires qui dirigent l'Algérie préfèrent ne pas prendre de risque. L'appui ouvert de l'administration au candidat officiel Bouteflika, se transformait la veille du scrutin en un bourrage habituel des urnes, mais si grossier que les 6 autres candidats, après avoir vainement tenté de faire appel au président sortant, décidaient de se retirer en protestation solennelle contre la fraude. Le candidat officiel lui-même déclarait alors qu'il se retirerait lui aussi si le taux de

participation et son score n'était pas suffisamment élevé. Et en dépit du fait que tout le monde pouvait constater que les bureaux de vote étaient désertés, les Autorités annonçaient le soir un taux de participation supérieur à 60 % (le taux réel aurait été de 20 % environ) et l'élection de Bouteflika avec 73,79 % des suffrages...

LA MASCARADE DE L'OPPOSITION

En dépit de cette mascarade grossière, la presse «indépendante» (hum!), relayée par les médias étrangers, a salué dans le retrait collectif des 6 candidats, l'acte fondateur d'une véritable opposition démocratique, résultat malgré tout positif de cette élection. Or, cette vertueuse indignation des 6 candidats et de leurs partis n'est qu'une mascarade, une manoeuvre pour conserver ou acquérir une crédibilité face aux masses qui se détournaient de ce cirque électorale si grossièrement organisé.

En effet les candidats oppositionnels savaient pertinemment que les jeux étaient faits d'avance et ils avaient décidé tout à fait consciemment de cautionner cette farce. Le quotidien algérois «Le Matin» écrit ces lignes révélatrices: «Une fois encore, les "poids lourds" de l'armée algérienne ont "drivé" dans l'ombre l'accession au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika et la défaite, voire le retrait quasi "programmé", de ses adversaires.

(...) Tandis que de plus en plus de candidats se révèlent (après la démission de Zéroual - NdR), les dirigeants de l'armée commencent à chercher leur "poulain" et à choisir ses opposants». Le choix se porte sur Bouteflika, «cependant à cette époque, le jeu ne paraît pas complètement fermé. Certains autres candidats, (...) pensent que les dirigeants de l'armée n'ont pas définitivement choisi et que le premier tour des élections sera une sorte de «primaire» entre les principaux candidats issus du sérail. (...) Quant à l'opposant de toujours, Hocine Aït Ahmed, après qu'un dirigeant de son parti, le FFS eut rencontré Tewfik (le chef de l'ancienne Sécurité Militaire- NdR), il a obtenu certaines "garanties" et a décidé de

revenir en Algérie et de participer aux élections qu'il crédibilisera par sa présence. Il pense faire un bon score, arriver lui aussi deuxième (le lui a-t-on promis?) et obtenir un poste de prestige» (4). L'article décrit ensuite par les manoeuvres pour éliminer certains candidats et en choisir d'autres de façon à ce qu'il y ait «7 participants et 1 gagnant» et termine en émettant l'hypothèse que les candidats «prêts à accepter une fraude quasi traditionnelle» ont dû se retirer car celle-ci était trop voyante, peut-être à la suite de manoeuvres de certains services faisant exprès de l'excès de zèle.

Peu importe; l'essentiel est que la grossièreté de l'opération révèle la mascarade du cirque électorale: non seulement les manoeuvres du pouvoir pour organiser la fraude, pour arranger à l'avance les résultats, mais aussi la **fraude** que constitue l'opposition démocratique au pouvoir. Il n'y a rien à attendre des élections, ni des partis démocratiques qui les cautionnent. Cette vérité établie par le marxisme, l'élection présidentielle en Algérie l'a démontrée à nouveau. Mais elle s'applique tout autant dans les riches pays capitalistes où la bourgeoisie possède, en plus du doigt acquis par des siècles d'expérience, infiniment plus de ressources en tout genre pour crédibiliser les mécanismes démocratiques. Ici comme là-bas, la démocratie est un piège anti-prolétarien, une méthode pour duper le prolétariat. C'est par une autre voie, par la lutte ouverte et directe, classe contre classe, dont les émeutes de la semoule en 88 montrent, sinon un exemple car cette lutte dépasse de bien loin de simples émeutes, mais la possibilité en Algérie, que les prolétaires et les masses opprimées, peuvent se défendre, faire reculer la bourgeoisie avant d'avoir la force de la renverser, elle et son Etat.

(1) Voir «Le Proletaire» n° 446

(2) cf «El Watan», 15/6/99: «Elites et bazar en Algérie».

(3) Voir au sujet du coup d'Etat, «Le Proletaire» n° 414.

(4) cf «Le Matin», 23-24/4/99. Il s'agit d'un article repris de l'hebdomadaire français «L'Evénement».

La question de l'autodétermination dans les Balkans

L'autodétermination pour les Kosovars a été la revendication obligatoire de tous ceux qui voulaient refuser leur soutien aux bombardements de l'OTAN sans toutefois s'opposer à la campagne d'opinion des médias bourgeois. Mais, mettre en avant ce mot d'ordre, c'était qu'on le veuille ou non, se placer dans le sillage de cette campagne de mobilisation pro-impérialiste et affaiblir l'opposition aux bombardements en lieu enlevant toute signification anti-capitaliste.

Pour expliquer quelle est l'attitude des marxistes par rapport à cette revendication, il est bon de citer une lettre d'Engels à la fin du siècle dernier, en réponse à un correspondant qui estimait que les socialistes devaient prendre parti pour l'indépendance des peuples des Balkans. A cette époque, où Serbes, Bosniaques, Croates, etc., étaient sous la coupe soit de l'empire autrichien, soit de l'empire turc, une agitation en faveur du droit à l'autodétermination de ces peuples commençait à se faire jour. Engels répondait ce qui suit:

«Nous devons collaborer à la libération du prolétariat d'Europe occidentale et nous devons subordonner tout le reste à ce but. Et les Slaves des Balkans, etc., peuvent bien être tout aussi dignes d'intérêt, à partir du moment où leur désir de libération entre en conflit avec l'intérêt du prolétariat, ils peuvent bien aller au diable! Les Alsaciens sont également opprimés, et je serai bien content si nous nous en débarrassons enfin. Mais si, à la veille d'une révolution qui visiblement s'approche, ils provoquaient une guerre entre la France et l'Allemagne, s'ils voulaient à nouveau exaspérer ces deux peuples, ajour-

nant ainsi la révolution, je leur dirais: Halte-là! Vous aussi pouvez patienter tout autant que le prolétariat européen. Si celui-ci se libère, vous serez libres du même coup, mais en attendant, nous ne souffrirons pas que vous fassiez obstacle au prolétariat en lutte. De même pour les Slaves. La victoire du prolétariat les libérera effectivement et nécessairement, et non en apparence et temporairement comme le ferait le tsar. C'est pourquoi ils doivent avoir pour le moins autant de patience que nos prolétaires, eux qui non seulement n'ont encore rien fait pour l'Europe et son développement, mais encore lui sont un frein. A cause de quelques Herzégoviniens, faire s'embraser une guerre mondiale qui coûtera mille fois plus d'hommes qu'il n'y a d'habitants dans toute l'Herzégovine - ce n'est point ainsi que j'entends la politique du prolétariat» (1).

La revendication d'autodétermination des peuples, revendication commune à plusieurs classes, donc de nature politique bourgeoise selon le marxisme, est subordonnée aux intérêts du prolétariat. Au moment où écrit Engels les Balkans sont déjà une poudrière qui menace de déclencher une guerre mondiale car s'y affrontent au travers des rivalités et des revendications nationales locales, les intérêts des grandes puissances. Le droit à l'autodétermination des peuples de Serbie ou de la Herzégovine, qui est utilisé dans cet affrontement d'intérêts, entre en contradiction avec les intérêts du prolétariat international: c'est pourquoi il ne doit pas être soutenu par les socialistes.

Quelques décennies plus tard, alors qu'une guerre mondiale a effectivement éclatée

à la suite de l'action d'un groupe luttant pour la revendication nationale serbe (assassinat de l'empereur d'Autriche à Sarajevo), Lénine revient avec une clarté magistrale sur cette question. Il dénonce lui aussi la propagande sur l'autodétermination, le droit des petites nations, etc., quand elle est utilisée par les bourgeois et les sociaux-chauvins pour justifier la guerre impérialiste; par exemple la propagande tsariste s'est mise à parler de libération et d'indépendance de la Pologne à partir du moment où celle-ci, autrefois dominée par la Russie, a été occupée par l'Allemagne.

Lénine écrit: «Être partisan d'une guerre générale en Europe pour le seul rétablissement de la Pologne, ce serait être un nationaliste de la pire espèce (...). Lancer le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne maintenant, dans les conditions du rapport actuel des forces entre les puissances impérialistes voisines, c'est courir effectivement après une utopie, c'est tomber dans un nationalisme étroit, c'est oublier une prémisses indispensable, à savoir la révolution générale en Europe, ou, tout au moins, en Russie et en Allemagne. (...) Tout cela [le fait qu'un Etat croupion polonais qui serait alors constitué, ne serait qu'un terrain d'exploitation pour le capital étranger et un champ de bataille pour les guerres futures- NdR] milite très justement contre le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne maintenant, car même la révolution dans la seule Pologne ne changerait rien à la situation, et l'attention des masses polonaises serait détournée de l'essentiel: du lien qui rattache leur lutte à celle des prolétariats russe et allemand. Ce n'est pas un paradoxe, mais un fait que le prolétariat polonais, en tant que tel, ne peut aider actuellement la cause du socialisme et de la liberté, y compris de la liberté polonaise, qu'en luttant en com-

mun avec les prolétaires des pays voisins contre les nationalistes étroitement polonais» (2).

Mais, en même temps, Lénine combat les socialistes qui prêchent l'indifférentisme, non pas à l'égard des distinctions nationales, mais à l'égard de l'oppression nationale. Insistant sur l'importance cardinale du défaitisme révolutionnaire, il montre que l'effort pour unir les prolétaires par delà les frontières est impossible si l'on reste indifférent aux oppressions nationales qui sont un très puissant facteur de division. Cela implique une attitude particulière pour les prolétaires de la nation oppresseuse et pour ceux de la nation opprimée:

«Le prolétariat des nations oppresseuses ne peut se contenter de phrases générales stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droit des nations en général. (...) Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces Etats; autrement dit il doit lutter pour le droit d'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par «sa» nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal; ni la confiance ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles (...).

D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppresseuse. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manoeuvres de toute sortes, les

L'AUTODÉTERMINATION...

trahisons et les tripotages de la bourgeoisie» (3).

La revendication d'autodétermination a avant tout une valeur «négative»: supprimer les antagonismes nationaux fondés sur l'oppression en démontrant aux prolétaires du pays opprimé que le prolétariat du pays oppresseur n'est pas partie prenante de leur oppression, qu'il s'en désolidarise complètement, qu'il la combat ouvertement et sans aucune réticence (et aussi, dit Lénine, faire l'«éducation internationaliste» du prolétariat du pays oppresseur en le dressant contre le chauvinisme et l'union nationale) (4). C'est le seul moyen pour que les prolétaires du pays opprimé puissent avoir confiance dans les proclamations internationalistes des prolétaires du pays oppresseur, qu'ils puissent constater qu'il existe une autre perspective que l'union avec sa bourgeoisie: la lutte commune des prolétaires des deux nations contre l'oppression, mais aussi contre toutes les bourgeoisies et le capitalisme. Le but des communistes n'est pas la libération des nations, la création d'Etats nationaux, mais le renversement de tous les Etats bourgeois, la République Universelle des Soviets qui ouvrira la voie à la fusion des nations et l'unification de l'espèce humaine.

Sur ces bases, quelle devait être l'attitude prolétarienne lors de la guerre en Yougoslavie? D'abord, bien sûr, les prolétaires des pays de l'OTAN devaient s'opposer à la guerre en cours, dénoncer ses justifications comme de la propagande impérialiste, ne pas reprendre les thèmes de cette mobilisation idéologique (Liberté, indépendance, autodétermination, etc. pour le Kosovo), mais en montrer la fonction guerrière. Ensuite les prolétaires de la Serbie oppresseuse auraient dû, eux, revendiquer sans hésiter le droit à l'autodétermination des habitants du Kosovo; et non seulement le revendiquer en paroles, mais traduire cela concrètement: en demandant le retrait immédiat des troupes, en menant dans la mesure du possible des actions contre la guerre, etc. Enfin, les prolétaires du Kosovo auraient dû s'opposer au nationalisme kosovar et à sa revendication indépendantiste, s'opposer à l'alliance anti-serbe avec l'impérialisme occidental, et chercher l'union avec les prolétaires serbes.

C'était là la seule façon pour les prolétaires des deux côtés du front de se comporter conformément aux principes internationalistes de classe, la seule façon pour que la guerre débouche sur un renforcement des capacités de lutte classiste du prolétariat, et qu'en dépit de toutes ses destructions et des ses atrocités, elle accélère le mûrissement des conditions de la révolution socialiste.

(1) Lettre d'Engels à Eduard Bernstein (22-25/2/1882), cf. «Les marxistes et la question nationale», Ed. L'Harmattan.

(2) Lénine, «Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes» (juillet 1916), Oeuvres, Tome 22, p. 377.

(3) Lénine «La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. (Thèses)», (janvier-février 1916), Oeuvres, Tome 22, p. 160-161.

(4) «L'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister, en tout premier lieu, à prêcher et à défendre le principe de la liberté des nations des pays opprimés. Sinon, pas d'internationalisme. Nous avons le droit et le devoir de traiter d'impérialiste et de grêdin tout social-démocrate d'une nation oppressive qui ne fait pas cette propagande». cf. «Bilan d'une discussion, etc.», op. cit., p. 373.

Avertissement

L'importance de la guerre en Yougoslavie et la nécessité d'y consacrer un espace suffisant nous contraignent à repousser au prochain n° du journal la suite de l'article sur la situation économique du capitalisme ainsi que plusieurs autres articles d'actualité. Nous remercions nos lecteurs de leur compréhension.

Les traditions internationalistes du prolétariat serbe

Les dirigeants de l'OTAN et les responsables politiques de l'impérialisme occidental répétaient qu'ils ne faisaient pas la guerre au peuple serbe, mais seulement à Milosevic: il s'agissait de laisser la porte ouverte à de futures négociations avec des dirigeants de ce pays. Les relais de la propagande impérialiste, surtout parmi les intellectuels, n'étaient pas tenus à tant de précautions. Puisqu'il s'agissait pour eux de susciter le soutien à la guerre en cours, tous les arguments étaient bons. C'est quasiment tout le peuple serbe qui était donc rendu coupable des exactions commises au Kosovo et dans d'autres régions de l'ex-Yougoslavie; ses traditions guerrières

La première guerre mondiale éclata, comme tout le monde le sait à Sarajevo, à la suite d'un attentat nationaliste serbe; mais elle avait été précédée par la guerre de l'Autriche contre la Bosnie-Herzégovine en 1908, les «guerres balkaniques» en 1912-1913, et l'attaque italienne contre la Turquie. La première guerre balkanique mit aux prises l'«Alliance balkanique» qui regroupait Serbie, Grèce et Bulgarie, soutenue par la Russie, la France et la Grande-Bretagne à l'Empire turc dont la déliquescence excitait les appétits et qui était soutenue par l'Allemagne et l'Autriche. Tout de suite après la défaite turque, la deuxième guerre balkanique éclata entre les alliés d'hier pour se partager le butin de la victoire. La Serbie et la Grèce, avec le renfort de la Roumanie, combattirent victorieusement la Bulgarie, aidée en sous-main par l'Allemagne.

Les partis socialistes des Balkans, qui avaient constitué en 1910 une «Fédération Balkanique» pour promouvoir l'idée d'une fédération des peuples de la région, s'opposèrent aux guerres, dénonçant le mensonge de l'intérêt national au nom duquel dans chaque pays la bourgeoisie appelait les prolétaires à soutenir la guerre. Lors de l'éclatement de la première guerre balkanique, les 2 députés socialistes votèrent au parlement serbe contre la guerre, de même que le seul député socialiste au parlement bulgare. Un Manifeste des socialistes des Balkans et de Turquie fut publié à la veille de la guerre, où on pouvait lire, entre autres:

«Nous, les socialistes des pays balkaniques ainsi que du proche Orient que la guerre atteint plus directement, nous ne nous laisserons pas emporter par la vague chauvine. Nous élevons encore plus énergiquement encore notre voix contre la guerre et nous invitons les masses ouvrières et paysannes avec tous les démocrates sincères à se joindre à nous pour opposer à la politique des violences sanglantes, qui traîne derrière elles les conséquences les plus funestes, notre conception de la solidarité internationale.

«Les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure, car vaincus et vainqueurs verront également, sur des monceaux de cadavres et de ruines s'élever plus forts et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde.

«(...) L'argument nationaliste n'est en réalité, qu'un prétexte pour les gouvernements balkaniques. Le véritable motif de leur politique n'est que la tendance vers l'expansion économique et territoriale, qui caractérise tous les pays à production capitaliste. Les voisins de la Turquie cherchent chez elle les mêmes avantages que les grandes puissances, cachées derrière les petits Etats: ils veulent des marchés pour le placement de leurs marchandises, de leurs capitaux et de cet excès de personnel bureaucratique pour lequel il n'y a plus de place dans les bureaux de la métropole.

«Mais si nous dénonçons la lourde responsabilité des Etats balkaniques dans la guerre en perspective aussi bien que dans le passé quand ils empêchaient la transformation intérieure de la Turquie, si nous accusons de duplicité la diplomatie européenne qui n'a jamais voulu de réformes sérieuses en Turquie, nous ne voulons nullement diminuer la responsabilité des gouvernements turcs eux-mêmes.

«(...) A l'idéal sanglant des nationalités

et nationalistes en était l'explication. De l'autre côté, les autorités et tout l'arc-en-ciel des partis et organisations bourgeoises de Serbie, «démocrates» au premier rang, appelaient à l'union nationale au nom des traditions nationales multi-séculaires. Contre les bourgeois des deux camps et contre la tradition nationaliste bien réelle fomentée par la bourgeoisie, nous voulons rappeler ici que les prolétaires serbes et non-serbes de l'ex-Yougoslavie (et ceux des Balkans en général), peuvent se raccrocher à une autre tradition, leur tradition, révolutionnaire, ouvertement internationaliste et farouchement anti-bourgeoise.

de disposer du sort des peuples par la guerre et de marchander leurs droits et leurs territoires, nous répons par l'affirmation de la nécessité impérieuse, déjà proclamée à la Conférence inter-balkanique et socialiste de Belgrade de 1909, d'unir étroitement, sous la forme la plus démocratique, tous les peuples des Balkans et du proche Orient, sans distinction de race ou de religion (...)» (1)

Si ce manifeste était de nature plus démocratique que socialiste, il montrait cependant un esprit internationaliste méritoire en un moment où la guerre déchaînait les passions nationalistes et dressait les prolétaires des différentes nationalités les uns contre les autres. Cette opposition au nationalisme de la part des socialistes serbes et bulgares (nous parlons ici du parti socialiste bulgare dit «étroit»; les socialistes «larges» se rangèrent, en bons opportunistes, du côté de leur bourgeoisie) se vérifia à nouveau lors de la deuxième guerre balkanique, et encore une fois lors de l'éclatement de la guerre mondiale: bien que, comme le disait Lénine, le parti serbe était le seul qui aurait pu avec quelque raison soutenir la guerre (la petite Serbie étant attaquée par l'Autriche-Hongrie), il fut le seul parti de la deuxième Internationale, en dehors des bolchéviks, à s'opposer au vote des crédits de guerre, ce qu'il paya d'une dure répression. Un représentant des socialistes serbes écrivait en avril 1919 dans la revue de l'Internationale Communiste:

LE SOCIALISME EN SERBIE

«(...) Lorsqu'en 1908 l'impérialisme rance de l'Autriche-Hongrie annexa la Bosnie-Herzégovine où vivent des Serbes, la jeune et fougueuse bourgeoisie serbe saisit l'occasion pour recouvrer ses appétits capitalistes d'un habit national. Elle proclama la patrie et la nation en danger: Tout pour l'armée, tout pour l'armement; tout pour la défense nationale.

«Le prolétariat serbe répondit: A bas la guerre entre les peuples! Vive la solidarité internationale des ouvriers!

«(...) Lorsqu'en 1912 la Serbie et d'autres pays balkaniques déclarèrent la guerre à la Turquie «pour délivrer les compatriotes opprimés depuis cinq siècles» d'esclavage turc, notre parti resta fidèle à ses conceptions socialistes et internationalistes. (...) Il proclama et mit alors l'accent sur la lutte des classes et la révolution socialiste comme les uniques moyens pour la délivrance des classes opprimées et par cela même des peuples dominés. Nous nous opposâmes au partage et répétâmes notre projet d'union des Balkans dans une République Fédérative. (...) En juin 1913, neuf mois après la guerre «libératrice», la guerre commença entre les alliés de la veille. Dans cette guerre la Serbie fut attaquée. L'armée bulgare assaillit l'armée serbe pendant la nuit sans déclaration de guerre formelle.

«Cependant, en dépit du caractère défensif de la guerre, notre parti, cette fois encore, tint haut le drapeau révolutionnaire de la solidarité prolétarienne. Il mena plus énergiquement encore que dans les deux cas précédents, une lutte résolue contre la guerre fratricide.

«(...) Lorsqu'en 1914 la Serbie fut formellement attaquée, lorsqu'on pouvait parler avec raison cette fois d'une guerre défensive - si ce mot peut avoir un sens pour nous en général dans le système capitaliste, notre parti déclara la guerre à la guerre impérialiste. A cette occasion, il proclama encore

hautement que les prolétaires serbes et austro-hongrois n'ont aucun conflit entre eux, que c'est la bourgeoisie qui est responsable de l'effusion de sang. Nous n'avons pas hésité à souligner que la bourgeoisie serbe jouait le rôle d'agent du tsarisme et des banquiers occidentaux. Nous fîmes alors appel à la solidarité du prolétariat international et à son action révolutionnaire. Mais notre voix resta, en cette occurrence aussi, quasi-isolée dans la IIe Internationale. (...)

«A présent, il s'agit de savoir si le parti socialiste ou plutôt le prolétariat serbe a changé de vues pendant les trois années d'occupation et depuis l'union du peuple serbe. A ce sujet, je peux déclarer sans crainte d'être démenti: non! (...)» (2).

En appui de cette affirmation, l'article continue en citant diverses déclarations des socialistes serbes contre les sociaux-patriotes et en faveur de la révolution russe; et en réponse aux appels du gouvernement aux Alliés de l'Entente pour une intervention militaire contre la révolution dans la Hongrie voisine, non seulement la tenue d'un meeting à Belgrade mais l'organisation d'une grève générale dans les grandes villes du pays; en outre des cas de fraternisation de soldats serbes avec les révolutionnaires hongrois, qui faisaient craindre aux officiers la mutinerie de leurs troupes.

FÉDÉRATION COMMUNISTE BALKANIQUE

Avant guerre les partis socialistes des Balkans (Serbie, Roumanie, Bulgarie, Grèce) avaient formé une «Fédération socialiste balkanique» dans le but de lutter contre les antagonismes nationaux et de promouvoir l'idée d'une Fédération des peuples de la région. La troisième Conférence socialiste balkanique tenue à Sofia en janvier 1920 (les précédentes ayant eu lieu en 1910 et 1915) décida d'adhérer à l'Internationale Communiste, sous le nom de «Fédération Communiste Balkanique». Voici l'un des points de la résolution d'adhésion à l'Internationale:

«3. La situation des peuples balkaniques provoquée par la guerre et qui a entraîné dans la péninsule des changements radicaux dans toute sa vie économique, est caractérisée, d'un côté, par une concentration colossale des capitaux, par une monopolisation sans pareille de tous les moyens de production industrielle et d'échange commercial et par les luttes acharnées d'intérêts de classe incompatibles, et d'un autre côté par la ruine économique et la disette, par la misère et l'épuisement complet des masses ouvrières. Les partis balkaniques sont impuissants à rétablir cette situation si pénible et à donner satisfaction aux énormes besoins des masses ouvrières.

«Cet état de choses fait peser sur les Etats balkaniques la menace d'une faillite financière qui sera la conséquence de la guerre, du fardeau insupportables des énormes dettes publiques et des conditions financières très onéreuses, que leur ont imposées les grandes puissances impérialistes de l'Entente. Divisés, très hostiles les uns aux autres, dépendant complètement des Etats impérialistes de l'Entente, les pays balkaniques ne peuvent relever, dans leurs limites territoriales actuelles et sur la base capitaliste, leur vie économique sans le concours du capitalisme européen. (...) Si l'on y ajoute l'exiguïté des territoires, l'abondance des problèmes na-

(Suite en page 4)

Les traditions internationalistes du prolétariat serbe

(Suite de la page 3)

tionaux inextricables et les formes d'administration réactionnaires et empreintes de violence dont use la bourgeoisie balkanique, on comprendra la situation pénible et difficile où se trouvent les peuples balkaniques et dont ils ne peuvent sortir par suite de leur désunion. Mais d'un autre côté il leur est impossible de fusionner en une fédération d'Etats balkaniques, tant que la bourgeoisie reste au pouvoir, tant qu'elle persiste dans sa mégalomanie, par suite des obstacles qu'opposent dans tous ces pays les dynasties, le monarchisme et le militarisme.

« Cette conjoncture à laquelle les pays balkaniques doivent leur situation difficile et le développement du mouvement communiste, en présence des révolutions d'Europe, forceront les partis communistes et socialistes des Balkans à s'emparer tout prochainement du pouvoir politique, à établir la dictature du prolétariat, en s'appuyant sur les Soviétiques d'ouvriers, de paysans et de soldats rouges et à créer une **République Socialiste des Soviétiques des Balkans** (3).

* * *

L'occupation de la Serbie par l'Autriche en 1915 avait mis fin à l'existence du parti socialiste serbe, qui ne put se reconstituer qu'en 1918, après la fin de la guerre. Le 25 avril 1919 il organisa à Belgrade un Congrès de fondation du Parti Socialiste Ouvrier Yougoslave, section de l'Internationale Communiste, par la fusion des partis sociaux-démocrates du nouvel Etat. Les influences et les pratiques social-démocrates étaient encore importantes dans le P.S.O.Y. Mais au Congrès suivant, à Vukovar (20-25/6/1920),

le courant «centriste» qui était à sa direction fut battu; des positions plus nettement communistes furent adoptées, comme l'abandon d'une organisation de type fédéral reflétant les divisions nationales au profit d'une organisation centralisée, et le parti prit le nom de Parti Communiste Yougoslave.

Nous n'avons pas la possibilité de suivre ici en détail les aléas de la formation de ce parti, son action face à une répression permanente et ses luttes politiques internes, luttes qui furent à un certain moment avivées par les directives ambiguës de l'Internationale, en particulier sur la question nationale. Mais pour conclure la courte évocation de cette vivante tradition internationaliste que la contre-révolution a effacée des mémoires, et que l'écrasante majorité des prétendus révolutionnaires est incapable d'indiquer aujourd'hui aux prolétaires de Serbie, du Kosovo et des autres Etats bourgeois, il est instructif de reproduire le texte suivant.

PLATE-FORME DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT DE YOUGOSLAVIE

Pour parer à l'interdiction du Parti Communiste Yougoslave ce parti fut constitué au début de l'année 1923; officiellement ne se reconnaissant pas communiste ni lié à l'Internationale, il fut toléré par les autorités pendant 18 mois. Cela lui permit d'utiliser les quelques possibilités de travail légal qui existaient dans le réactionnaire Royaume de Yougoslavie, et en particulier en période électorale: nous publions le programme électoral du Parti. Nous ne sommes pas des partisans de la participation aux élections car, quelles qu'en soient les intentions, elle renforce les illusions démocratiques parmi les prolétaires; mais si jamais cette participation peut avoir une justification en tant que tribune pour s'adresser aux masses, c'est bien dans un cas comme celui de la

Yougoslavie d'alors où la répression s'abat-tait sur les militants communistes, les organisations prolétariennes et syndicales. Le lecteur verra que ce programme électoral, qui ferait reculer d'horreur nos modernes champions trotskystes de l'électoratisme, ne faisait aucune concession aux illusions réformistes, démocratiques et parlementaristes. S'il s'y trouve quelques formulations discutables (qui d'ailleurs peuvent en partie s'expliquer par le souci d'éviter des termes comme «soviets» ou «dictature du prolétariat» d'apparence trop immédiatement communistes), ce texte, pur de tout chauvinisme et imprégné d'ardent esprit révolutionnaire, témoigne de l'esprit internationaliste de l'avant-garde prolétarienne dans ce pays à cette époque (4).

PLATE-FORME ÉLECTORALE CONTRE L'OFFENSIVE ABSOLUTISTE ET MILITARISTE DE LA BOURGEOISIE PAN-SERBE.

« Les partis bourgeois et les partis «démocratiques» des peuples opprimés ont montré la politique qu'ils poursuivent. Leur «démocratie» et leur «parlementarisme» démontrent qu'ils ne luttent pas en fait pour la liberté et la solidarité des peuples et pour le droit des travailleurs, mais plutôt pour le pouvoir de la monarchie et du militarisme, pour le droit des capitalistes d'exploiter les ouvriers et les paysans de toutes les nations de Yougoslavie.

« Contre cette offensive absolutiste de la réaction pan-serbe, il est urgent de mobiliser les larges masses ouvrières et paysannes et former le front unique contre l'oppression des nations et l'exploitation des classes. La lutte doit être menée pour la liberté des nationalités et pour le pouvoir ouvrier-paysan-républicain.

« En participant à la lutte électorale, le Parti Ouvrier Indépendant de Yougoslavie

estime de son devoir de rappeler encore une fois que ce n'est pas par la «démocratie» et par les élections qu'on renversera le régime sanguinaire de la bourgeoisie capitaliste et des propriétaires fonciers. Le régime d'oppression des nationalités et des minorités nationales, le régime de terreur et l'absolutisme ne sera renversé que par la lutte armée des ouvriers et des paysans. C'est par cette lutte seulement qu'on parviendra à instaurer le pouvoir du prolétariat des villes et des campagnes;

(Après une série de revendications économiques et sociales en 17 points que nous ne reproduisons pas, le programme se termine de la façon suivante:)

« - POUR LA LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME DES ETATS BALKANAIQUES, POUR LA RÉALISATION DU FRONT UNIQUE DE COMBAT DES BALKANS.

« - POUR L'ALLIANCE VOLONTAIRE DE TOUTES LES NATIONS DES BALKANS, DANS LA FÉDÉRATION OUVRIÈRE - PAYSANNE DES RÉPUBLIQUES DES BALKANS.

« La lutte pour la République ouvrière-paysanne est l'unique issue de la situation actuelle, l'unique force capable de se défendre de l'offensive absolutiste et militariste de la bourgeoisie pan-serbe.

(1) cf «Bulletin périodique du Bureau Socialiste international» n° 9, novembre 1912.

(2) «Le socialisme en Serbie», Moscou, 30/4/1919, cf «L'Internationale Communiste» n° 3 (juillet 1919) (nous avons corrigé les imperfections de traduction les plus grossières).

(3) Conférence socialiste balkanique, Sofia, 15/1/1920, cf «L'Internationale Communiste» n° 12 (juillet 1920).

(4) cf «La Fédération Balkanique» n° 1, Vienne, 15/7/1924.

L'«extrême-gauche» et la guerre ou comment mieux renier défaitisme révolutionnaire et internationalisme prolétarien

Les réactions des divers groupes et partis dits «révolutionnaires» ou d'«extrême-gauche» (bien que les plus nombreuses d'entre ces organisations que le marxisme range dans la catégorie du **centrisme** font tout leur possible pour apparaître comme rien d'autre que d'honnêtes réformistes), ont été plutôt diverses, puisqu'elles vont de l'opposition proclamée aux bombardements de l'OTAN au soutien non moins proclamé et ouvert à la Serbie. Cependant elles ont toute une caractéristique commune, celle de **renier les principes marxistes** de l'internationalisme prolétarien et du défaitisme révolutionnaire, et l'**indépendance de classe** par rapport à toute force ou Etat bourgeois.

DES DÉFENSEURS DE LA SERBIE...

Commençons par ceux qui soutiennent le camp serbe; en France seuls les spartacistes de la Ligue Trotskyste de France (LTF) ont ouvertement cette position. «*Défense de la Serbie contre l'attaque de la France et de l'OTAN! Défaite de l'impérialisme français par la révolution ouvrière!*» Tel est le slogan proclamé haut et fort par la LTF, qui affirme être par là fidèle à Lénine et au défaitisme révolutionnaire.

La fraude n'est pas difficile à démontrer. Le défaitisme révolutionnaire signifie que les prolétaires doivent avant tout combattre leur propre bourgeoisie (*notre ennemi est dans notre pays* disait le révolutionnaire marxiste Karl Liebknecht) et non aider cette bourgeoisie à en combattre une autre. La situation la meilleure pour la lutte révolutionnaire du prolétariat est celle où la classe dominante est affaiblie par une défaite militaire et non pas, comme le prétendaient les opportunistes sociaux-chauvins, quand elle est renforcée par une victoire militaire. Mais cela ne signifie en aucune façon soutenir le

camp bourgeois opposé! Contre Trotsky qui, pour réfuter le défaitisme révolutionnaire, écrivait que «*souhaiter la défaite de la Russie équivaut à vouloir la victoire de l'Allemagne*» et donc avoir une position social-patriote, Lénine répliquait à cette «ineptie»: «*Pour aider les gens incapables de penser, la résolution de Berne [de la Conférence des sections à l'étranger du parti bolchévique] a expliqué que, dans tous les pays impérialistes, le prolétariat doit maintenant souhaiter la défaite de son gouvernement*» (1). Et ailleurs: «*Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve "ridicule" ou "absurde" l'idée que les socialistes doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de tous les gouvernements, de "leurs" gouvernements. Par contre une telle position correspondrait exactement à la pensée secrète de tout ouvrier conscient et s'inscrirait dans le cadre de notre activité visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile*» (2).

La LTF fait manifestement partie de ces gens qui ne savent pas penser (ou plutôt: qui ne savent pas penser **de façon marxiste**); selon elle, le défaitisme révolutionnaire ne doit pas s'appliquer du côté yougoslave (ce serait soutenir l'OTAN, nous ont-ils reproché en substance), car de ce côté la guerre ne serait pas impérialiste, soit parce que c'est un petit pays, soit parce que, selon eux, son «**droit même à l'existence nationale est attaqué par les puissances impérialistes**». Il faut donc défendre la Yougoslavie attaquée, qui mène une guerre juste: «*Dans la guerre actuelle, nous sommes pour la défense de la*

Serbie, sans donner au régime de Milosevic le moindre soutien politique» (3).

Ce sont les faits qui répondent à la LTF: les déserteurs de l'armée yougoslave, les soldats qui quittent en armes le front pour venir libérer les manifestants contre la poursuite de la guerre et refusent de repartir au combat (tandis que tout l'éventail de l'opposition démocratique au régime Milosevic prouve sa nature bourgeoise en se rangeant dans l'union sacrée pour la défense de la patrie), sont autant d'épisodes qui démontrent la véracité de la position de Lénine, la justesse du défaitisme révolutionnaire y compris en Yougoslavie. La LTF n'est pas du côté de ces prolétaires, mais dans le camp de leur ennemi de classe, dans le camp de ceux qui arrêtent et fusillent les déserteurs.

Mais les socialistes serbes eux-mêmes avaient déjà donné la réponse il y a plus de 80 ans, démasquant une fois pour toutes les faux révolutionnaires à la LTF: lorsque la petite Serbie a été attaquée par l'impérialisme austro-hongrois, ils ont refusé le piège de la défense de la nation - bien que dans ce cas il n'était pas faux de parler d'attaque à son droit à l'existence nationale par une grande puissance! Ils ont adopté sans hésiter une position défaitiste révolutionnaire, salués en cela par Lénine et tous les internationalistes (voir notre article à ce sujet).

... AUX DÉFENSEURS DE L'OTAN.

En dehors des pacifistes et de certains libertaires (dont nous parlons dans un autre article), il n'y a pas de défenseurs ouverts de l'OTAN parmi les groupes en France qui se disent révolutionnaires; il faut aller en Grande-Bretagne pour en trouver. Et ce sont à nouveau des trotskystes... «Workers' Liberty», groupe trotskyste faisant de l'entrisme dans le Labour Party, est ainsi aligné sur les positions de Tony Blair et de l'impérialisme britannique. Il est intéressant de s'y attarder un peu, car nous retrouverons sous une forme atténuée, partielle et hypocrite leur raisonnement ou leurs mots d'ordre chez beaucoup d'autres groupes d'extrême-gauche,

suiuistes honteux de leur bourgeoisie. Ces mots d'ordre sont: «*Indépendance pour le Kosovo! Armée Yougoslave hors du Kosovo! Armez les Kosovars!*» Comme ces laquais du social-impérialisme doivent tout de même justifier leur existence et leur rôle de flanc-garde de gauche du Labour, ils ont ajouté un mot d'ordre critique: «*Aucune confiance dans les bombes ou les soldats de l'OTAN!*». Selon WL, être opposé aux bombardements de l'OTAN, c'est se ranger du côté de Milosevic, soutenir la guerre qu'il mène au Kosovo. «*De deux choses, l'une: ou le Kosovo et le sort des Kosovars est la question centrale, ou ce sont les bombardements de l'OTAN. Si ce sont les Kosovars et la volonté serbe de tuer ou d'expulser 90% des habitants du Kosovo qui sont la question centrale, alors l'OTAN doit être vue en relation avec eux et non l'inverse. Nous disons que ce qui est fondamental, c'est le Kosovo! Les Kosovars ont le droit de passer les alliances qu'ils veulent, avec l'OTAN ou avec le diable, pour se sauver de la destruction. Mais la gauche n'a pas à les suivre et ne devrait pas les imiter.*

La gauche ne devrait pas accorder sa confiance politique et son crédit à l'OTAN. Nous ne pouvons faire autre chose que condamner Milosevic et vouloir sa défaite. Une telle défaite ne conduira pas à la sujétion des Serbes: la victoire de Milosevic conduirait à l'annihilation des Kosovars. Cela suffit pour déterminer notre attitude. (...) Demander l'arrêt des bombardements, sans exiger le retrait des troupes yougoslaves (serbes) du Kosovo, l'armement des Kosovars et l'indépendance du Kosovo, revient à abandonner les Kosovars. Si les bombardements s'arrêtent, le nettoyage ethnique s'arrêtera-t-il? Le contraire est plus probable - il s'accroîtra. Nous disons: armez les Kosovars!» (4).

Nous avons cité tout ce passage car WL a le mérite de la clarté. Il reprend tout l'argumentaire de la propagande bourgeoise destinée à faire adhérer les prolétaires à la guerre impérialiste en mettant en avant le sort des malheureux Kosovars (sans bien sûr recon-

L'«EXTRÊME-GAUCHE» ...

naître que le sort de ces derniers, considérablement aggravé par la guerre, n'a jamais été autre chose qu'un prétexte pour les impérialistes). Il présente haut et fort comme une revendication radicale ce que les impérialistes ont fait sans le dire: constituer, équiper, entraîner une petite armée kosovar (l'UCK) et réaliser en pratique l'indépendance du Kosovo - «indépendance» par rapport à la Yougoslavie s'entend, car, pour ce qui était la province la plus pauvre, la moins développée de ce pays, parler d'indépendance ne peut être qu'une triste plaisanterie: cette indépendance sera donc un protectorat de l'impérialisme occidental qui survivra selon son bon vouloir (il y a par exemple à l'heure actuelle dans les coulisses des discussions serrées pour déterminer si la monnaie du Kosovo, bien que formellement yougoslave, sera le mark ou le dollar!).

Mais WL a aussi l'habileté d'essayer de sauvegarder sa crédibilité «anti-capitaliste» en refusant théâtralement d'accorder sa confiance en l'OTAN, qu'il accuse d'«incohérence et d'incompétence politique et militaire» (sic!), etc., etc.. Peu importe, dira n'importe quel bourgeois intelligent, pourvu que ces gens soutiennent la guerre, pourvu qu'ils reprennent et diffusent notre propagande guerrière! Et la plupart des groupes dits d'extrême gauche, tout en s'affirmant opposés à la guerre et aux bombardements, sous la formidable pression des médias bourgeois, reprennent eux aussi tout ou partie de cette propagande impérialiste.

A l'inverse, les prolétaires conscients doivent sans hésitation repousser et dénoncer cette propagande comme celle de la classe ennemie. Pour eux, le principal, ce ne peut être le Kosovo (ni la Serbie ou aucune autre patrie), c'est le prolétariat de tous les pays, ses intérêts immédiats et à long terme, la préservation de ses possibilités de reprise de sa lutte de classe, indépendamment et contre toutes les bourgeoisies et tous les intérêts bourgeois. C'est pourquoi les communistes mettent en avant le principe du **défaitisme révolutionnaire**, de l'opposition résolue et active à toutes les entreprises d'union nationale, à toutes les guerres bourgeoises, que ce soit du côté serbe ou kosovar, ou dans les pays de l'OTAN, et combattent les campagnes à sensation de la bourgeoisie. Le moyen d'en finir avec les horreurs bien réelles des guerres que les médias bourgeois relatent dans tous les détails (quand c'est utile pour leurs maîtres), ce n'est pas de s'en remettre à l'un des camps bourgeois - qui se moquent bien du sort des populations comme la guerre de Yougoslavie l'a démontré une nouvelle fois; le seul moyen réel, véritable, c'est de reprendre la voie de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. La seule guerre juste et porteuse d'espoir, celle qui mettra vraiment fin à toutes les guerres, c'est la **guerre de classe des prolétaires de tous les pays contre tous les Etats bourgeois**.

LA LCR EN APPELLE À L'IMPÉRIALISME

Dans le n° de son journal significativement titré non contre la guerre, mais «Solidarité avec les Kosovars», la LCR écrit: «Tout en exigeant l'arrêt des bombardements, nous appelons à la solidarité totale avec le peuple kosovar. Organisons des convois d'aide et de solidarité. Que soient données aux Kosovars les armes nécessaires à leur défense, à la reconquête de leur droit à vivre dans leur pays. Pour le retrait des troupes serbes et le droit à l'autodétermination, à l'indépendance du Kosovo. Pour le droit d'asile en France et en Europe des Kosovars qui le demandent, face à la politique hypocrite de Jospin-Chevènement, mais aussi contre l'exil forcé de ceux qui veulent rester aux frontières pour mieux poursuivre leur combat» (5). Les pro-impérialistes de WL pourraient signer ce catalogue de revendications. Rien n'y manque, pas même une écoeurante revendication d'opposition à un imaginaire exil forcé des réfugiés (!) en Europe qui ne sert qu'à couvrir le refus des gouvernements

européens de les accueillir, et leur parage dans les camps où l'UCK peut recruter de la chair à canon.

Comme la LCR, une bonne partie de l'extrême-gauche a repris le mot d'ordre d'armement des Kosovars, en faisant semblant de ne pas comprendre que seul l'impérialisme pouvait concrètement le réaliser, sous la forme de l'aide à l'UCK (il n'existe pas d'autres combattants kosovars depuis l'échec de la tentative d'Ibrahim Rugova de créer une milice nationaliste concurrente - et évidemment pas de combattants sur des positions classistes). La LCR, elle, le dit, puisque, toujours dans le même n° de son journal, elle se lamente que les Etats-Unis et le Ministère de la Défense français auraient refusé d'armer le «Gouvernement provisoire» de l'UCK qui le leur demandait. La vérité est que l'impérialisme n'a pas attendu les trotskystes pour armer les nationalistes kosovars: depuis un an environ l'Allemagne et les Etats-Unis ont commencé à fournir des armes, puis des instructeurs à l'UCK, dont ils sont les patrons de fait. Ce sont les Etats-Unis qui ont hissé l'UCK au rôle de partenaire dans les négociations avec les autorités yougoslaves, puis, après avoir remanié sa direction en écartant les chefs indociles, de représentant légitime des Kosovars en parainant la constitution de ce «Gouvernement provisoire». L'UCK n'est rien d'autre qu'un détachement irrégulier au service de l'impérialisme occidental, et qui a en pratique servi de supplétif dans la guerre de l'OTAN. Le soutien à l'UCK est donc un soutien honteux à cet impérialisme.

LA REVENDICATION D'INDÉPENDANCE DU KOSOVO

Il en va de même de la revendication d'«indépendance pour le Kosovo» ou de droit à l'«autodétermination» des Kosovars: qu'on le veuille ou non, ces mots d'ordre représentent un alignement complet sur la campagne de mobilisation des opinions publiques pour la guerre. Les trotskystes le nient, en soulignant que et l'OTAN, et les accords de Rambouillet réaffirmaient le maintien des frontières existantes (mais une des raisons du refus serbe des accords de Rambouillet était qu'un référendum d'autodétermination était prévu au Kosovo) et se refusaient à envisager explicitement le droit à l'indépendance. En allant plus loin que les déclarations officielles des chefs militaires et des dirigeants bourgeois, la LCR et ses collègues agiraient en vrais révolutionnaires internationalistes, mus seulement par la solidarité avec les «peuples» opprimés et non par la *realpolitik* bourgeoise.

Mais si on se replonge dans la lecture du même n° de «Rouge», on lit: «Un accord immédiat sera nécessairement un compromis. Mais il faut le rechercher s'il permet le retour des réfugiés, le retrait des forces serbes, un statut d'autonomie provisoire [pour le Kosovo] - avec une force multinationale dans le cadre de l'ONU ou de l'OSCE [organisation qui regroupe les Etats européens, Russie comprise, pour traiter des questions de «sécurité»] pour l'appliquer et protéger (réellement) les populations. (...) Les bombardements et la mise en avant de l'OTAN, sans contrôle aucun, ont affaibli et non consolidé la cause des Kosovars» (6).

En clair, derrière les slogans à destination des gogos, la LCR - abandonnant au passage sa fameuse revendication d'autodétermination du Kosovo - en appelle à une intervention militaire de l'impérialisme, mais à condition que ce soit la caverne des brigands (comme l'Internationale Communiste appelait l'ancêtre de l'ONU) des Nations Unies ou de l'OSCE qui en donnent le mandat! La LCR croit-elle vraiment au conte de fée que les impérialistes, dès qu'ils revêtent les insignes de l'ONU, n'ont plus comme objectif que de protéger réellement les populations? Quant à l'action de l'OTAN, elle est apparemment condamnable parce que non contrôlée (par qui?)!

En fait les *realpolitiker* de la LCR - et d'autres groupes *centristes*, pseudo-révolutionnaires - se sont adaptés aux tendances

anti-américaines qui sont particulièrement fortes en France parce qu'elles correspondent aux aspirations de l'impérialisme tricolore à défendre son autonomie, son rayon d'influence, ses chasses gardées, de la concurrence toujours plus vive de l'impérialisme yankee. En prenant partie pour une intervention impérialiste dans un cadre où les Etats-Unis sont obligés de composer avec leurs rivaux, plutôt que dans le cadre de l'OTAN que les impérialistes européens ne peuvent contrôler, la LCR, montre qu'elle veut se trouver une place à l'extrême-gauche de l'éventail «souverainiste» ou «anti-maastrichtien» (7). Et qu'elle n'est donc ni communiste ni révolutionnaire, mais au service de la conservation sociale et de l'ordre impérialiste bourgeois.

PHRASES ET INACTION CONTRE LA GUERRE

Nous n'avons pas parlé de Lutte Ouvrière, parce que dans le duo électoral constitué avec la LCR, c'est cette dernière qui donne le la sur la question yougoslave. Se gardant bien de reprendre à son compte toutes les analyses et les conclusions de son partenaire, LO se contente de dire qu'il n'y a aucune divergence entre les deux organisations sur cette question. LO a probablement des réserves mentales, mais cette solidarité politique avec les pro-impérialistes de la LCR s'est traduite dans les faits par un refus des deux compères d'organiser la moindre action contre la guerre en cours. Lors du déclenchement des hostilités, le PCF, soucieux de ne pas laisser émerger un mouvement anti-guerre sous la coupe de forces critiques ou hostiles au gouvernement, appela à des manifestations de protestation. Organisées sans aucune popularisation ni mobilisation, ces manifestations - soupapes de sécurité ont été peu suivies, sauf lorsque, comme à Paris, des Serbes vinrent en nombre; en province elles n'ont rassemblé que quelques bonzes et quelques représentants d'organisations signataires. Rassuré sur tout risque de débordement à gauche, le PCF refusa dès lors obstinément d'organiser toute protestation contre la guerre: il ne fallait pas gêner le gouvernement.

LO et la LCR, qui ont pourtant la capacité d'organiser de manière autonome des manifestations (n'ont-ils pas rassemblé 5000 personnes pour une soirée électorale au Zénith?), n'envisageaient des actions contre la guerre que dans un cadre unitaire avec le PCF et les syndicats. Comme le PCF ne voulait rien faire, les «révolutionnaires», sautant sur la bonne excuse, ne firent donc rien non plus! Ce qui ne les empêcha pas de dénoncer, sans honte, l'électorisme du PCF qui sabordait le «Collectif anti-guerre unitaire» pour cause d'élections...

Les trotskystes de LO et de la LCR avaient une occasion en or de faire la preuve que, comme ils l'affirment, ils participent aux élections pour se servir de la tribune que celles-ci constitueraient. Mais durant toute leur campagne, la dénonciation de la guerre n'a été qu'un thème secondaire et traité de la façon la plus équivoque et la plus banale possible. Lorsqu'un journaliste de télévision lui demanda sa position sur le défaitisme, Arlette Laguiller, devant quelques centaines de milliers de téléspectateurs, refusa de défendre la position léniniste et éluda la question (8)...

La conclusion est claire: les phrases contre la guerre - peu nombreuses et d'autant moins tranchées qu'elles s'adressaient à plus de monde - n'ont été en réalité qu'un rideau de fumée pour camoufler le refus de toute action réelle contre cette guerre, donc pour camoufler une solidarité en pratique et dans les faits avec la classe dominante, son Etat et son mode de production.

* * *

Lors de la première guerre mondiale, les bolchéviques défendirent avec le maximum de netteté l'orientation marxiste, que l'écrasante majorité des partis socialistes avaient reniée pour se mettre à la remorque de leurs bourgeoisies respectives. Lénine établit que la seule ligne de classe était la ligne du

défaitisme révolutionnaire, qui implique la rupture de toute union nationale pour la défense de la «patrie», la lutte dans chaque pays contre la bourgeoisie et son Etat, mais aussi contre les serviteurs de la bourgeoisie que sont les organisations et partis «opportunistes» (forces de collaboration des classes) et contre les courants «centristes» qui, «révolutionnaires en paroles et contre-révolutionnaires dans les faits», sabotent la lutte prolétarienne, prônent l'unité avec l'opportunisme et font donc obstacle à l'émergence du mouvement révolutionnaire.

Le rapide tour d'horizon que nous venons de faire, bien que non exhaustif, illustre que ce centrisme - la prétendue extrême-gauche révolutionnaire - , au travers de ses prises de position respectives en faveur d'un camp bourgeois ou d'un autre et de son reniement général du défaitisme révolutionnaire, constitue un courant tout aussi étranger aux positions communistes qu'il y a quatre-vingt ans. C'est également contre lui que devra renaître le mouvement révolutionnaire prolétarien.

(1) Cf Lénine, «De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste», Oeuvres, Tome 21, p. 284.

(2) Cf Lénine, «Le socialisme et la guerre», Oeuvres, Tome 21, p. 326.

(3) Cf «Le Bolchévisme» n° 149 (Printemps 1999) (le slogan plus haut est le titre de leur tract du 27/3). La LTF réfute elle-même l'idée que la guerre n'est pas impérialiste du côté serbe lorsqu'elle écrit dans le même article: «Aujourd'hui, le bombardement de l'OTAN pourrait être le détonateur d'une conflagration internationale plus large et même plus sanglante, pouvant entraîner la Grèce, la Turquie et la Russie» et qu'ils évoquent une troisième guerre mondiale! Mais de toutes façons, du côté serbe il s'agit indubitablement d'une guerre réactionnaire au sens où l'entendait explicitement Lénine: une guerre d'annexion (du Kosovo).

(4) Cf «Workers' Liberty» n° 55 (Avril 1999).

(5) Cf «Rouge» n° 1823 (15/4/1999)

(6) Ibid, sous la signature de Catherine Samary, «spécialiste» de la Yougoslavie, y compris parfois sur les colonnes de la presse bourgeoise, et par ailleurs candidate sur la liste LO-LCR. On peut trouver la même chose dans un «Appel» signé d'intellectuels, que diffuse la LCR, avec d'autres perles d'une tonalité franchement belléuse: «On a forcé les négociateurs kosovars à signer un plan (...) en leur laissant croire que l'OTAN s'impliquerait sur le terrain pour défendre leur cause. [or] Aucun des gouvernements qui soutiennent les frappes de l'OTAN ne veut faire la guerre au pouvoir serbe pour imposer l'indépendance du Kosovo. Les frappes affaibliront peut-être une partie du dispositif militaire serbe, mais ne vont pas affaiblir les tirs de mortier qui sur le terrain détruisent les maisons albanaises, ni les forces paramilitaires qui exécutent les combattants de l'UCK. L'OTAN n'était pas le seul ni le meilleur point d'appui d'un accord». Sans commentaires... cf «Inprecor» n° 434 (Avril 1999).

(7) Un responsable de la LCR est allé jusqu'à signer dans «Le Monde», aux côtés de représentants des chevronnés et de Pasqua, une tribune intitulée «Et la France dans tout ça?» de la plus belle eau nationaliste (au bout de quelque temps il a été blâmé par la direction de la LCR mais la décision sur d'éventuelles sanctions a été reportée à plus tard).

(8) Il est aussi significatif de ce point de vue que lors de la fête traditionnelle de LO, évidemment centrée à cette année sur la campagne électorale pour les européennes, le thème de la guerre en Yougoslavie était quasiment absent, à l'exception d'un «débat» bien réglé avec la LCR. Ne pouvant décemment pas ne pas y consacrer un forum, LO avait relégué celui-ci au dernier jour en fin d'après-midi, à un moment où les nombreux visiteurs et même les militants sont à peu près tous repartis...

L'habituelle conversion guerrière des pacifistes

La guerre en Yougoslavie a vu une nouvelle fois se produire ce paradoxe: la conversion soudaine des pacifistes en bellicistes enragés. Les Verts qui drainent l'essentiel du courant pacifiste, en France comme en Allemagne, en ont donné un exemple véritablement démonstratif. Le sinistre et tapageur «vert kaki» Cohn-Bendit, prostitué ce qui lui restait d'aura soixante-huitarde au service des militaires de l'OTAN, comme sa comparse plus discrète, la ministre de l'environnement Voynet, délaissant un moment sa défense des papillons face aux semences transgéniques, ont fait campagne non seulement en faveur des bombardements, mais pour que ceux-ci s'accompagnent d'attaques de troupes d'infanterie. Et comme leur collègue Joshka Fischer, le ministre allemand des Affaires Etrangères, ils ont fait avaler sans trop de difficulté à leurs partisans leur enthousiasme guerrier, seules quelques voix isolées s'indignant... des dégâts à l'environnement causés par les bombardements! (A quand des «frappes», non seulement «chirurgicales», mais «vertes», pour calmer la conscience de ces derniers irréductibles?)

Mais, pourrait-on objecter, les Verts ne sont pas un mouvement authentiquement et spécifiquement pacifiste. En outre, en faisant de la politique politicienne, en participant au gouvernement, ils avaient déjà implicitement choisi la voie de l'abandon des idéaux pacifistes et non-violents. Les diri-

geants de ce parti n'affirment-ils pas aujourd'hui: «*Les Verts n'ont jamais été pacifistes!*» (1)? L'attitude actuelle des Verts ne pourrait donc pas être utilisée pour juger tout le mouvement pacifiste, surtout dans le cas où existerait en dehors d'eux des organisations qui ont maintenu sans désespérer l'opposition résolue à la guerre.

A cette objection il est facile de répondre d'abord que les militants des Verts se définissaient eux-mêmes dans un questionnaire de 1993 comme «*pacifistes*» à 73 % et «*non-violents*» à 60 %. Ensuite, s'il existe des organisations qui n'ont pas abandonné leur pacifisme, nous ne les connaissons pas; et au cas où elles existeraient, elles n'ont pas jugé utile de se manifester pendant la guerre - ce qui en soi serait déjà un **ralliement au bellicisme** ambiant. Mais en réalité les organisations pacifistes indépendantes ont, implicitement ou ouvertement, elles aussi, bel et bien pris partie **en faveur de la guerre** menée par leur bourgeoisie et leur Etat.

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) s'est déclaré sans doute pour l'arrêt des bombardements de l'OTAN. Mais, selon lui, «*entre la lâcheté et la violence, il faut choisir*». La crise du Kosovo étant le résultat de «*la lâcheté de nos dirigeants, de nous tous*» (sic!), les non-violents du MAN, convaincus des bienfaits du militarisme, affirment donc nécessaire «*une force d'interposition militaire*» qui instituerait un

«*protectorat international*» sur le Kosovo (2)! Il est vrai que le MAN participe déjà à des missions de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, organisme mis en place par les Etats européens pour servir à la résolution des questions militaires et de troubles internes) et est favorable à une forme de Service civil envisagé par les dirigeants politiques et militaires français pour prendre la suite de l'ancien Service militaire obligatoire: les non-violents font leurs offres de service de supplétifs à la soldatesque française et européenne...

Si les Verts sont pour la guerre au nom d'un «*pacifisme politique*» (qui doit remplacer le *pacifisme idéologique*) (selon l'impayable Cohn-Bendit), les non-violents du MAN au nom du refus de la «*lâcheté*», les *anti-fascistes radicaux* de «*Reflex*» le sont, évidemment, au nom de l'anti-fascisme.

Pour Reflex en effet, qui stigmatise «*ceux qui braillent sur les pavés en réclamant avec les fascistes franco-serbes la fin des frappes de l'OTAN*», et qui veut «*réinventer le pacifisme*», la guerre du Kosovo est «*le constat d'une défaite généralisée face à un tyranneau fascisant dont le but ultime est de rester au pouvoir. Défaite diplomatique des américains qui se sont fait manipuler de bout en bout par un petit chef (...). Défaite des gouvernements européens, toujours incapables de penser une défense commune pourtant supposée être l'un des piliers de Maastricht (...). Défaite des groupes de la société civile européenne (...)*». La conclusion de ces affirmations est inévitable, surtout étant donné que «*la guerre européenne a commencé*» (la Russie allant intervenir en envoyant «*des*

milliers de «volontaires», pris d'abord parmi les fascistes qui tiennent le haut du pavé à Moscou): il ne reste plus que les «*choix prioritaires*», c'est-à-dire «*se mettre du côté de l'opprimé. Il a un nom: le Kosovar, l'Albanais et non le partisan de Milosevic*» (3), et demander, puisque la France est en guerre - ce qui ne pose pas de problème pour Reflex - qu'elle laisse entrer les réfugiés sur son sol.

Le tour est joué: voilà comment on se met, non du côté de l'opprimé, mais **du côté des bombardiers** qui, jour après jour, ont frappé la Serbie pour la ramener 50 ans en arrière, selon les mots mêmes des généraux de l'OTAN, alors que militaires et paramilitaires serbes étaient laissés à peu près libres d'expulser des centaines de milliers de Kosovars - le sort de ces derniers n'intéressant l'OTAN que dans la mesure où il pouvait être utilisé, non seulement par Reflex, mais par toute l'artillerie lourde de la propagande médiatique, pour obtenir le soutien de la population à la guerre. Une nouvelle fois l'anti-fascisme sert à justifier la guerre de l'impérialisme occidental (aujourd'hui contre la Serbie, mais demain s'il le faut contre la Russie!), le Kosovar remplaçant le Juif en tant que malheureuse victime à sauver dans l'arsenal de la propagande guerrière (4). Et d'ailleurs, ajouterons-nous, tout comme l'était ce dernier, le Kosovar est dans ce rôle beaucoup plus utile mort ou mourant, au moins parqué dans des camps, que réfugié sain et sauf dans les Etats de la dite coalition anti-fasciste. Les Alliés de la seconde guerre mondiale avaient refusé obstinément d'accueillir des Juifs allemands ou même d'atta-

Le Kosovo et les Balkans dans les mailles de l'impérialisme

(Suite de la page 1)

autres, l'impérialisme français dirigé par des «socialistes», des «communistes» et de doux «écologistes», a pris une part notable, fier d'aligner la «deuxième force militaire», loin sans doute derrière celle des américains, mais devant les anglais, les allemands, etc. Les militaires tricolores se félicitent que leurs armes aient fait merveille - comme on disait autrefois -, que le taux de réussite des «missions» ait été beaucoup plus élevé qu'en Irak. Un de leurs faits d'armes, sur lequel la presse française a observé un silence complet: le bombardement par l'OTAN d'une colonne de réfugiés kosovars, causant la mort de 75 personnes, était l'oeuvre de «*Jaguars*» français! Par sa participation aux tueries l'impérialisme français s'est garanti le maintien d'une zone d'influence dans la région et d'une zone d'occupation du Kosovo.

LA GUERRE EST LA POURSUITE DE LA POLITIQUE PAR D'AUTRES MOYENS

Il y a toujours plusieurs causes à une intervention militaire. Il y a des causes politiques internes: unir les différentes classes de la population autour de l'effort militaire; il y a des raisons diplomatiques et militaires, d'accords entre Etats alliés; et enfin il y a des causes économiques. Les motivations idéologiques que chaque bourgeoisie met en avant ne sont jamais autre chose qu'une couverture de ses intérêts particuliers, qu'un piège pour les prolétaires. Cela a été le cas hier lorsque les Alliés prétendaient entrer en guerre pour défendre l'idéal démocratique contre le totalitarisme fasciste. C'est le cas aujourd'hui quand les Etats de l'OTAN affirment bombarder pour défendre les droits de l'homme et sauver les populations de la purification ethnique. Où est le piège?

En fait le piège est double: tant les «agresseurs» que les «agressés» s'appuient sur la même idéologie, font référence aux mêmes accords internationaux inscrits dans la Charte de l'ONU, défendent les mêmes principes de souveraineté nationale, sont intéressés au même titre à la conservation sociale, donc à l'exploitation la plus forte possible du travail

salarié. La Yougoslavie post-titiste comme la Yougoslavie de Tito revendiquait le droit de résoudre ses problèmes internes de la façon qu'elle juge opportune; elle l'a fait et elle le fait contre les ouvriers en grève; elle l'a fait et elle le fait contre ceux qu'elle appelle «terroristes» comme dans le cas des rebelles kosovars, qu'ils soient ou non membres de la toute récente UCK (la soi-disant armée de libération du Kosovo). Et cela, c'est un droit que toute bourgeoisie prend, naturellement par la force et qu'elle met en pratique à l'intérieur du territoire qu'elle domine, à l'intérieur de son Etat ou des pays qu'elle a conquis par la guerre; c'est ce qu'a fait Londres par rapport à l'Irlande, la France par rapport à l'Algérie ou ses autres colonies, les Etats-Unis un peu partout dans le monde.

LA BOURGEOISIE SERBE CONTRE TOUS

Il est inévitable que la bourgeoisie serbe tende à unifier le territoire qu'elle contrôle encore et où vivent des populations d'origines, de religions et de langues diverses (Albanais au Kosovo, Hongrois en Vojvodine, Monténégrins au Monténégro, Tsiganes, etc.), et qu'elle s'efforce de reconquérir le poids diplomatique, politique et économique qu'elle avait dans la région à l'époque de Tito et qu'elle a progressivement perdu lors de la séparation - soutenue par l'impérialisme occidental - de la Slovaquie, de la Croatie, de la Macédoine et de la Bosnie. Pour aller vers ces objectifs en soudant le peuple serbe toutes classes confondues, mais aussi pour parer à l'agitation sociale déclenchée par le marasme économique régnant depuis des années et accentué par la fin de la vieille Yougoslavie, la bourgeoisie serbe a utilisé l'arme la plus efficace que possède toute bourgeoisie: le **nationalisme**. Et la nationalisme ne peut se diffuser qu'avec des campagnes idéologiques et la propagande (à commencer par la tradition de la désormais fameuse bataille du Kosovo en 1389 - une défaite contre les Turcs lancés à l'attaque de l'Europe); il lui faut aussi des faits concrets et importants, tendanciellement définitifs. L'un de ceux-ci était la soumission définitive des populations albanaises du Kosovo, historiquement rebelles et facteurs d'instabilité

et dont la croissance démographique plus rapide accentuait inexorablement le nombre par rapport aux serbes.

En outre la bourgeoisie serbe entendait régler les comptes avec un prolétariat qui à plusieurs reprises (comme lors de la grève générale de mars-avril 1981, des dures grèves de mineurs en février-mars 1989, les mouvements répétés de protestation contre les discriminations salariales entre Serbes et Kosovars) avaient ébranlé l'appareil de l'Etat. Il n'y a rien de tel que le nationalisme, alimenté dans ce cas par des justifications raciales anti-albanaises et, à la suite des bombardements de l'OTAN, anti-occidentales, pour emprisonner le prolétariat dans le piège du collaborationnisme interclassiste.

Mais la bourgeoisie serbe s'est heurtée à la politique des grands impérialismes occidentaux. Les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande Bretagne, l'Italie, la structure portante de l'OTAN en Europe, la France (qui officiellement ne fait pas partie - pas encore - du commandement militaire de l'OTAN) ont sans aucun doute entre eux de fortes divergences d'intérêts qui provoqueront tôt ou tard des heurts violents. Mais, dans cette région des Balkans, frontière entre l'Occident et l'Orient, zone stratégique en raison des voies de communication qui y passent et importante pour le contrôle à distance des zones pétrolières du Moyen-Orient, ils ont tous aujourd'hui un intérêt commun à redimensionner nettement les aspirations de la Serbie, et derrière la Serbie celles de la Russie qui cherche toujours à regagner des zones d'influence, y compris au détriment du «frère slave» serbe.

Hier, avec la Russie spectatrice parce qu'elle n'avait pas les moyens de faire quoi que ce soit, la Slovaquie, puis la Macédoine, la Croatie et la Bosnie ont été mises par les impérialismes occidentaux dans les conditions de se séparer, au prix parfois de guerres cruelles, de la Serbie et de constituer des Etats indépendants de la vieille Yougoslavie, englobés dans les zones d'influence des Etats-Unis de l'Allemagne et des autres impérialismes. Avec l'entrée dans l'OTAN de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchéquie, l'incorporation de fait de l'Albanie comme base militaire de celle-ci, la transformation de fait de la Macédoine en protectorat amé-

ricain et enfin l'occupation par les troupes de l'OTAN du Kosovo, le repartage des zones d'influence dans les Balkans a subi une accélération décisive.

Pour la République Fédérale de Yougoslavie la perspective est désormais tracée: la bourgeoisie serbe n'est pas autorisée à aller au-delà de ce que décideront les grandes puissances occidentales; et si un «processus démocratique» voit le jour, la dépendance envers les impérialismes occidentaux s'accroîtra et, avec elle, s'accroîtra encore la pression sur le prolétariat yougoslave.

Cela fait dix ans au moins, c'est-à-dire depuis l'écroulement de l'URSS, que le dessein des impérialismes occidentaux est à l'oeuvre; mais pour qu'il se réalise, il avait besoin, comme toujours, de prétextes idéologiques soutenables, qui entraînent les classes bourgeoises et petites-bourgeoises, qui paralysent encore plus le prolétariat dans son arriération politique et ses difficultés économiques et sociales; il avait besoin aussi d'une situation politico-diplomatique des rapports inter-impérialistes capable de justifier une intervention militaire comme celle qui vient d'avoir lieu. Et c'est ainsi que les impérialismes occidentaux, en même temps qu'ils se présentaient comme les champions des «droits de l'homme» et des libertés des Kosovars, se sont donnés le «droit» d'intervenir militairement contre la Yougoslavie, simplement parce que celle-ci n'acceptait pas leurs conditions, rendues à dessein inacceptables (1), lors des rencontres de Rambouillet. Et comme cela survient désormais depuis que le condominium russo-américain sur le monde a disparu, il n'y a pas d'initiatives des impérialismes européens qui ne soient provoquées, influencées ou décidées plus ou moins secrètement, par Washington.

LA PAIX EST LA POURSUITE DE LA GUERRE PAR D'AUTRES MOYENS

Au stade impérialiste de développement du capitalisme, il est inévitable selon Lénine que même des pays puissants et impérialistes tombent pour un temps plus ou moins long sous l'influence de puissances impérialistes plus fortes; cette influence peut être brisée, ou rendue encore plus pesante par les guerres inter-impérialistes. L'impérialisme se carac-

LA CONVERSION GUERRIÈRE ...

quer la lourde machinerie des camps de concentration nazis. De la même façon si les pays de l'OTAN, pour ne pas faire capoter leur propagande humanitaire, ont fini par accepter, à contre-cœur, d'accueillir quelques réfugiés (2 % environ du total), ils ont laissé la grande masse s'entasser dans des camps organisés à la hâte, à la charge de petits pays sans ressources comme l'Albanie ou la Macédoine avec consigne expresse de l'**empêcher de s'échapper** vers les pays européens.

* * *

De nature sociale petite-bourgeoise, le pacifisme est incapable de s'opposer à la guerre lorsque la bourgeoisie a arrêté sa décision, exactement comme la petite bourgeoisie est incapable d'entrer en lutte contre la bourgeoisie, son Etat et son système. Toujours hanté par le cauchemar de tomber dans les rangs prolétariens, tout petit-bourgeois a en effet l'objectif ou le rêve de devenir un grand bourgeois grâce précisément à ce système; et s'il adresse des reproches à l'Etat, il lui voue cependant un respect superstitieux en tant que défenseur de la propriété, moyen de défense vis-à-vis des prolétaires, protecteur en un mot de sa place dans la hiérarchie sociale. Parfois en maugréant, souvent avec enthousiasme, la petite-bourgeoise se rangera toujours en définitive du côté de la bourgeoisie et de son Etat, du moins tant que n'existera pas une force prolétarienne puissante et déterminée, en marche vers la prise

du pouvoir: c'est alors seulement que certaines fractions en voie de prolétarianisation de la petite-bourgeoisie pourront se rallier au prolétariat et d'autres hésiter à soutenir la bourgeoisie.

La conversion des pacifistes petits-bourgeois en bellicistes à tout crin est par conséquent **inévitable** et le pacifisme ne peut servir au bout du compte que les **intérêts de la bourgeoisie**. Nous écrivions il y a quelques années, au moment de la guerre du Golfe (où il y avait aussi un dictateur fasciste à abattre au nom de la démocratie, et une population malheureuse à sauver, les Kurdes; après des centaines de milliers de morts, que sont devenus ces prétendus objectifs de cette guerre?):

«*Seules la guerre civile et la révolution prolétarienne peuvent arrêter ou prévenir la guerre impérialiste. Le pacifisme représente la forme la plus sournoise et la plus hypocrite de l'enrôlement idéologique pour la guerre du prolétariat par la bourgeoisie (...). Toute l'hypocrisie du pacifisme consiste en effet à désarmer le prolétariat en prêchant le désarmement des Etats, à le détourner de la nécessité de préparer la guerre de classe pour s'opposer à la guerre bourgeoise avec l'illusion que la protestation civique et non-violente des hommes de bonne volonté peut suffire à arrêter la course à la guerre. (...) Les défilés "pour la paix" bras dessus bras dessous avec les curés, les commerçants et les intellectuels, les niaiseries sur la non-violence, ne se limitent pas à détourner les prolétaires du désir de s'armer; leur but est aussi de prévenir la lutte pour les intérêts*

immédiats des prolétaires aujourd'hui afin de les livrer demain pieds et poings liés à l'enthousiasme inconscient de la solidarité nationale face à la guerre (...).

D'autant plus qu'à ce moment, il n'y aura plus de "marches pour la paix"; les bons esprits, les intellectuels et les vedettes de la chanson désertent la rue en soupirant que "le sommeil de la raison engendre des monstres". Et ceux qui s'éveilleront de leurs illusions (...) se demanderont ce qui n'a pas marché; il sera alors facile de les persuader que si, ici, "tout a été fait", là-bas, dans une région éloignée et barbare, l'Ennemi est resté sourd aux appels pacifistes. Il ne reste plus, dans l'intérêt même de la paix, qu'à combattre cet ennemi. C'est également ainsi que le pacifisme prépare et justifie la mobilisation guerrière» (5).

Lors de la guerre de Yougoslavie ce vieux scénario s'est à nouveau déroulé et une nouvelle fois le pacifisme y a joué son rôle immuable de laquais du militarisme. C'est une leçon dont les prolétaires devront se souvenir.

(1) Cf «*Politis*» n° 544 (15/4/99): «*Peut-on encore être pacifiste?*».

(2) Ibid.

(3) Cf «*REFLEX, Magazine antifasciste radical*» n° 51, mars 1999.

(4) On trouve une position similaire parmi les libertaires de l'OCL qui se sont longtemps réclamés du pacifisme. Dans le du n° de leur journal qui évoque les différentes positions en leur sein, on peut lire un «*Point*

de vue» où, après avoir taxé de «*compromission*» et de «*vieil argument stal*» l'attitude qui refuse de prendre parti pour l'un des deux camps en lutte, après avoir évoqué le «*Hitler des Balkans*», il est écrit: «*La place qui revient à la gauche dans la scène balkanique est au côté de ce peuple minoritaire et agressé, un peuple fort d'une longue résistance (...) basée sur la solidarité et la lutte au fascisme, douée d'une armée de libération nationale qui revendique "l'autodétermination du peuple, par le peuple et pour le peuple"*.

(...) Les bombardements sont une aberration (...). Ce qu'il faut, c'est une réelle volonté politique de soutenir les peuples opprimés par les jougs totalitaires et savoir qu'on ne combat pas le fascisme en avion, mais en le traquant et en le combattant au sol (n'en déplaise aux "pacifistes", expression moderne de la lâcheté occidentale). Et, n'en déplaise aux anti-impérialistes, pour avoir abandonné le peuple kosovar pendant toutes ces années, et parce qu'il n'est pas pensable de négocier avec un bourreau, nous n'avons d'autres alternatives aujourd'hui que d'exiger une intervention terrestre subordonnée à l'armement de l'UCK, à la reconnaissance de sa résistance et enfin, au droit à l'indépendance de ce peuple». cf «*Courant alternatif*» n° 89 (mai 1999). L'article sera désavoué de manière embarrassée dans le n° suivant.

(5) cf «*Programme Communiste*» n°92 (novembre 91), «*La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste*», p. 54-55.

LE KOSOVO ET LES BALKANS ...

térise ainsi (toujours selon Lénine): «*réaction politique sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes (...) particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions*» (2) en conséquence du jeu de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence. La réaction politique ne dépend donc pas du gouvernement qui dirige à un moment donné le pays: ce gouvernement peut être républicain ou démocrate comme aux Etats-Unis, de centre-droit ou de centre-gauche comme en Italie, conservateur ou travailliste comme en Grande-Bretagne, démocrate-chrétien ou social-démocrate comme en Allemagne, gaulliste ou socialiste comme en France, sa politique sera toujours en substance réactionnaire, puisque c'est le stade atteint par le développement impérialiste et la défense des intérêts de cet impérialisme, qui dictent l'orientation fondamentale de la politique des gouvernements bourgeois. L'oppression nationale n'est pas une politique liée spécifiquement à la phase révolue du vieux colonialisme, comme le démontre l'augmentation prodigieuse de la dépendance économique et donc aussi politique et militaire de la plupart des pays du globe par rapport à une poignée de pays riches. Les sommets des 7, aujourd'hui des 8 (avec la Russie) - demain il pourrait bien être 9, avec la Chine - sont là pour démontrer que le destin du monde dépend d'une poignée de pays, les colosses impérialistes qui oppriment l'écrasante majorité des nations. Si la première oppression est économique - il n'y a rien de tel que d'affamer un pays pour le soumettre!-, il s'y ajoute aussi l'oppression politique, militaire, culturelle, raciale, religieuse, etc., qui s'appuie sur celle-ci.

Le capital financier qui depuis le début du siècle domine de façon incontestée, dicte constamment ses priorités aux gouvernements bourgeois. Quand changent les rapports de force économiques et financiers entre les pays, changent aussi les rapports de force entre les puissances impérialistes. Et changent alors les alliances inter-impérialistes. La désintégration du Pacte de Varsovie en conséquence de la désintégration de l'URSS a engendré une puissante attirance des Etats Est-européens vers le riche Occident impérialiste; on est passé ainsi d'une «colonisation» de type militaire de ces pays par l'URSS à une «colonisation» de type

financière par les impérialismes occidentaux et les **grands monopoles internationaux** qui concentrent des capitaux venus de plusieurs pays. Et les intérêts de ces grands monopoles, véritables points de force de l'impérialisme, qui commandent, qui poussent les gouvernements nationaux respectifs à entreprendre des actions de tout type - des actions commerciales aux actions militaires - pour s'emparer de ce que Lénine appelait des «*territoires économiques*».

Il est puéril de vouloir expliquer les dix ans de guerre en Yougoslavie par des *purifications ethniques*, par le caractère *barbare* des peuples des Balkans, par la volonté despotique de petits *dictateurs* locaux, par des antagonismes religieux ou des haines raciales qui se perdraient dans la nuit des temps. On ne peut les expliquer que sur la base des critères marxistes selon lesquels la politique bourgeoise (et sa conséquence, la guerre) dépend toujours des intérêts capitalistes les plus forts - et à l'époque impérialiste des intérêts économiques des trusts, des monopoles les plus puissants. Les bombardements des villes, les nettoyages ethniques, les massacres, les violences de tout type y compris contre les femmes, les enfants, les vieillards qui sont le lot de toute guerre, sont les moyens matériels que, de part et d'autre, les bourgeoisies utilisent ou cherchent à utiliser pour défendre leurs intérêts, pour défendre leur domination contre les appétits des bourgeoisies adverses.

En terre yougoslave se sont heurtés et se heurtent des intérêts qui dépassent de bien loin le problème de la répression des Kosovars par les Serbes. Des intérêts liés aux industries d'armement qui peuvent écouler leurs stocks et leurs produits, des intérêts liés aux industries les plus diverses, des télécommunications à l'acier, des transports aux industries pétrolières, et des intérêts liés aux rapports de force entre les divers Etats impérialistes dans le cadre desquels les Européens tentent de conquérir une plus grande autonomie par rapport aux Etats-Unis et les Etats-Unis de maintenir leur contrôle sur leurs alliés-ennemis, tandis que la Russie essaye de ne pas se faire complètement marginaliser sur l'échiquier européen.

Les intérêts impérialistes sont les seuls qui s'imposent dans la société bourgeoise; la seule alternative doit donc être cherchée en dehors des forces bourgeoises, en dehors des thèses gradualistes et réformistes, en dehors des thèses pacifistes ou souverainistes: elle

doit être cherchée dans la force de classe du prolétariat, sans doute à régénérer, mais qui est la seule capable de briser la chaîne des mille oppressions de la société bourgeoise. La véritable alternative ne pourra jamais être: démocratie ou fascisme, démocratie ou dictature, parce que l'histoire a amplement démontré que ce sont deux faces de la même médaille, deux méthodes de gouvernement de la classe dominante.

DES BOMBARDEMENTS À L'OCCUPATION MILITAIRE

Quand la situation internationale impose la défense des intérêts impérialistes sur le terrain militaire, comme cela est arrivé tant de fois depuis la fin de la dernière guerre mondiale et particulièrement à l'impérialisme français, alors les «*fidèles alliés*» des puissances les plus fortes sont appelées à «*faire leur devoir*», à participer au bombardement de Belgrade et à l'occupation d'un autre pays! Et pas seulement par servilité envers le *Big Boss* américain, mais surtout pour avoir sa part du butin. C'est ce qui est arrivé avec le partage du Kosovo en 5 zones (allemandes, américaines, britanniques, françaises et italiennes), sans compter les Russes qui ont réussi à décrocher leur petite part.

La guerre est finie proclament les médias; le vainqueur est Washington, mais aussi les Européens, puisque les grands pays d'Europe ont leur part du Kosovo. La guerre est finie, mais il n'y aura pas d'aide à la reconstruction de la Serbie qui restera soumise à l'étranglement de l'embargo économique tant que Milosevic restera au pouvoir. Ce n'est bien sûr pas la personne de celui-ci qui est visée; en mettant sa tête à prix Washington, veut clairement dire qu'il ne tolérera pas qu'un quelconque de ses alliés reprenne les échanges économiques avec les autorités actuelles de ce pays; et à la bourgeoisie serbe il réaffirme qu'elle doit faire son deuil de ses ambitions, se contenter de son territoire actuel réduit, de sa puissance économique en ruines, renoncer à regrouper les populations serbes dispersées dans les autres Etats.

La guerre avait été déclenchée sous prétexte de prévenir une catastrophe humanitaire - et la catastrophe a eu lieu sans émouvoir les forces de l'OTAN occupées à détruire méthodiquement les infrastructures de la Serbie. Le prétexte de l'occupation militaire, c'est de «*protéger*» le retour des réfugiés.

En fait il s'agit d'éviter les troubles que pourrait provoquer le retour de ces centaines de milliers de réfugiés dans un pays détruit et où les structures de l'Etat sont en lambeaux. Clinton est allé dire aux réfugiés de ne pas se presser pour rentrer; l'UCK qui devait être désarmée s'est vue accorder un délai de 30 jours, le temps de constituer à partir de ses éléments les plus sûrs un embryon d'armée kosovar. L'oppression serbe a été remplacée par l'oppression combinée des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Quelle possibilité auront les habitants de mener des actions de protestation pour le pain, pour l'eau, pour leurs conditions de vie, face à des soldats armés jusqu'aux dents? Quelle possibilité auront les prolétaires lorsque les usines et les mines se remettront à fonctionner dans un pays où tous les sites importants pour l'économie sont sous la garde d'engins militaires? Les soldats de l'OTAN ont été salués comme des «*libérateurs*» par les Kosovars. Eh bien, ces «*libérateurs*» sont en réalité les gardiens du nouvel ordre impérialiste que les grandes puissances ont décidé d'imposer en Yougoslavie.

LA TRAGÉDIE DU PROLÉTARIAT

Nous analysons ailleurs en détail les oppositions faussement internationalistes et en réalité bourgeoises à la guerre de la dite «*extrême gauche*». En réalité il n'y a pas eu d'opposition à la guerre de la part du prolétariat dans les pays de l'OTAN. Et il était impossible que surgisse d'un coup, du sein d'un prolétariat englué depuis des décennies dans les pratiques collaborationnistes, paralysé par les forces opportunistes, drogué par les fumées démocratiques et électoralistes, une saine réaction classiste au déclenchement de cette intervention militaire.

La tragédie que vit le prolétariat de tous les pays, sans s'en rendre compte encore, réside dans la rupture avec ses **traditions de classe**, avec ses expériences de solidarité internationaliste, avec ses luttes frontales contre la bourgeoisie et son Etat au niveau national et international. Des générations de collaborationnistes, de vendus au patronat, de politiciens de toute catégorie, de traîtres à la cause prolétarienne, de faux révolutionnaires et de faux communistes, de parasites en tous genres, ont dépensé des trésors d'éner-

(Suite en page 8)

Le Kosovo et les Balkans dans les mailles de l'impérialisme

(Suite de la page 7)

gie pour obtenir et maintenir cette rupture et renforcer la domination de la bourgeoisie.

La tragédie que vit le prolétariat des pays riches sans s'en apercevoir, réside dans sa complicité de fait avec sa bourgeoisie non seulement dans l'exploitation du travail salarié, mais aussi dans l'oppression encore plus bestiale des prolétaires des pays pauvres par cette bourgeoisie. En ce sens il porte aussi une responsabilité dans l'oppression salariale et nationale de ces prolétaires; son niveau de vie plus élevé, il le doit aussi à l'exploitation plus brutale des prolétaires et des masses paysannes de ces pays, parce que la bourgeoisie impérialiste utilise des miettes de ses profits et de ses pillages pour acheter la paix sociale en lui concédant des avantages.

C'est sur cette base matérielle, à travers cette chaîne d'oppression, que la bourgeoisie impérialiste achète l'assentiment de son prolétariat - segmenté en couches différenciées: aristocratie ouvrière, ouvriers «garantis», précaires, chômeurs, lumpen-proletariat. Et à son service direct, pour obtenir cette collaboration de classe, elle se paye une longue file de syndicalistes («experts» en relations sociales), d'économistes («experts» en marketing), de psychologues («experts» en crétinisation), d'organiseurs («experts» en intensification du travail), de politiciens («experts» en escroqueries idéologiques), de policiers en uniforme ou en civil dont tout prolétaire sait dès la naissance la fonction.

La renaissance du prolétariat comme classe capable d'initiative et de lutte réside dans la rupture de cette chaîne d'oppressions que la bourgeoisie a construit avec l'aide irremplaçable des forces opportunistes. Etant donné les conditions actuelles de soumission du prolétariat européen et américain à leurs bourgeoisies respectives, cette rupture pourrait apparaître impossible. Etant donné son arriération politique et sur le plan de la défense de ses conditions de vie et de travail où l'a conduit la politique et la pratique du

collaborationnisme tricolore, il pourrait sembler difficile à croire que demain ce prolétariat, les enfants de ces prolétaires puissent relever la tête et prendre en main le sort de leurs luttes, de leurs espoirs, de leurs vies.

La bourgeoisie apparaît invincible; elle réussit à briser, à corrompre, à épuiser tous les mouvements de lutte qui tendent à sortir du rigide carcan des relations sociales telles qu'elle les a réglées. Alors est-il impossible de prendre la voie de la révolution prolétarienne, la voie du bouleversement radical de la vie économique et sociale actuelle pour donner naissance à une société différente, un mode de production qui ait pour but la satisfaction des besoins de l'espèce humaine et non la recherche du profit? Une société où il n'y aura plus aucun besoin d'accumuler de gigantesques profits et de faire des guerres pour partager le monde en zones d'influence impérialiste, pour la simple raison que le mode de production capitaliste qui est la source de toutes les horreurs et de tous les méfaits de la société actuelle aura été supprimé et remplacé par le mode de production communiste qui ne connaîtra plus les divisions de l'humanité en classes opposées? Est-ce que c'est une utopie?

Non, c'est l'avenir de l'humanité. Et pour cet avenir, la classe prolétarienne, bien qu'aujourd'hui, plongée dans la putréfaction d'une société dégénérée qui immole au dieu profit des millions de vie, elle n'en soit absolument pas consciente, sera appelée à lutter dans un combat pour le salut de toute l'humanité. Les crises économiques, politiques, les guerres qui constellent le cours de la société bourgeoise sont autant de démonstrations de l'incapacité du capitalisme à résoudre ses propres contradictions; elles rendent toujours plus lourde l'exploitation et l'oppression capitaliste sur les prolétaires et sur le monde. La maturation des oppositions entre les classes jusqu'à la rupture de la collaboration de classe et de la paix sociale est un processus qui se révèle beaucoup plus long que ne l'avait espéré les révolutionnaires d'hier et d'aujourd'hui; mais de même que sont inexorables les crises capitalistes, de même est inexorable ce processus de maturation des antagonismes de classes. Ce sera le capitalisme lui-même, ce seront les

bourgeois eux-mêmes, par leurs tentatives de surmonter ou de résoudre les crises, qui pousseront le prolétariat sur le terrain de la lutte de classe; cette reprise de la lutte de classe ne résultera pas d'un «choix» conscient, mais sera le résultat matériel, objectif, de l'accumulation gigantesque de forces productives qui ne pourront plus être comprimées dans le chaudron capitaliste. Son explosion libérera l'énergie des classes; et la classe prolétarienne, se réappropriant son programme de classe, redécouvrant ses méthodes et ses moyens de lutte, reconstituant son mouvement classiste et international, se lancera à nouveau à l'assaut du ciel pour détruire à jamais le capitalisme.

Les communistes non corrompus par la démocratie, par la politique personnelle, par le pacifisme social, non éblouis par la puissance économique et militaire du capitalisme, non prisonniers des chaînes économiques avec lesquels le capital tient ses esclaves, les communistes marxistes qui ne se laissent pas abuser par les illusions et les pièges de la bourgeoisie, n'ont pas peur de regarder la réalité en face, à l'époque de la vague rouge montant vers la révolution comme à l'époque grise de l'apathie prolétarienne. Les communistes regardent vers l'avenir, ils s'orientent en fonction de l'avenir, non comme des utopistes, mais en tant que matérialistes; et c'est pourquoi ils rappellent dialectiquement aux prolétaires leur passé de lutte, leur passé révolutionnaire, ces traditions classistes, internationalistes, que leur histoire a fixé pour toujours, dès les premières révolutions en 1848 jusqu'à la révolution d'Octobre et la vague révolutionnaire du premier après-guerre.

Les communistes marxistes n'abandonnent pas le programme révolutionnaire, ils n'en font pas dépendre la validité de la possibilité de sa réalisation au cours de leur propre vie, ils n'abjurent pas la révolution prolétarienne parce qu'elle s'éloigne dans le temps. N'étant pas des individualistes, des vulgaires analystes bourgeois, mais des partisans du matérialisme dialectique, ils savent qu'en défendant les leçons du passé, ils préparent le futur. C'est pourquoi le travail minime, difficile, ignoré par les grandes masses prolétariennes du monde entier, qui

est le seul possible de mener actuellement dans cette très longue phase de contre-révolution, est le germe nécessaire à la croissance du communisme demain.

Les mots d'ordre marxistes touchent difficilement les prolétaires aujourd'hui et ils sont jugés incompréhensibles par la plupart. Mais ce ne sont pas les mots d'ordre, les discours qui par eux-mêmes modifient les situations; c'est la modification des situations qui rend les mots d'ordre et les discours compréhensibles en modifiant la capacité de compréhension des prolétaires de la nécessité de lutter en défense de leurs intérêts de classe. Il revient aux communistes marxistes de défendre la cohérence de leurs positions au long du fil du temps, de faire l'effort constant d'assimilation du marxisme à la lumière des diverses situations qui se présentent, d'organiser leurs forces en parti politique de classe, de maintenir leur activité politique en contact étroit avec la classe ouvrière et avec les problèmes de sa lutte, d'importer en son sein et dans ses luttes la théorie révolutionnaire, qui représente la synthèse des leçons des batailles prolétariennes passées et fixe le but des batailles prolétariennes futures, grandes ou petites, des luttes à objectif immédiat ou de la lutte finale.

Sans l'humble travail quotidien actuel, apparemment sans écho, le parti révolutionnaire communiste ne pourra jamais être capable demain de diriger les masses prolétariennes pour la conquête du pouvoir, de diriger la dictature du prolétariat, seul rempart pour résister aux contre-attaques de la bourgeoisie et seul moyen pour détruire de fond en comble l'économie capitaliste et ouvrir la voie au communisme.

(1) Le fameux «article 8 de l'annexe B» des accords de Rambouillet, publié par divers journaux, prévoyait quasiment une «occupation à peine déguisée de l'ensemble de la Yougoslavie» (cf «Le Monde Diplomatique», juin 1999).

(2) cf Lénine, «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», Oeuvres, Tome 22, p. 320.

Principes marxistes fondamentaux

(Suite de la page 1)

concepts de temps et d'espace, portés à leur extension maximum: tradition historique et arène internationale de la lutte. Nous ajouterons à la tradition l'avenir, le programme de la lutte de demain. Comment convoquera-t-on, de tous les continents et de toutes les époques, ce *corpus* dont parlait Lénine, auquel nous donnons le pouvoir suprême dans le parti? Il est fait de vivants, de morts, d'hommes encore à naître; cette formule, nous ne l'avons pas «créée», puisque la voilà dans Lénine, dans le marxisme.

Qu'a-t-on alors à bavarder de pouvoirs et d'autorité confiées à un chef, un comité directeur, une consultation de groupes contingents, dans des territoires contingents? Toute décision sera bonne à nos yeux si elle est dans la ligne de cette ample vision mondiale; mais celle-ci peut tomber dans un oeil ou dans des millions d'yeux.

C'est Marx et Engels qui érigèrent cette théorie lorsque, contre les libertaires, ils expliquèrent dans quel sens sont autoritaires les processus de la révolution de classe, dans laquelle l'individu, et ses caprices d'autonomie, disparaît comme une quantité négligeable, mais ne se subordonne pas à un chef, un héros ou une hiérarchie d'institutions du passé.

C'est là bien autre chose que l'histoire stupide et mesquine des ordres féroces donnés par Staline et du respect qu'il fallait lui témoigner, facteurs dont seuls des imbéciles peuvent croire qu'ils ont déterminé des décennies d'histoire.

SENS DU DÉTERMINISME

Pour le déterminisme, la conscience et la volonté d'un individu comptent pour rien: son action est déterminée par ses besoins et ses intérêts et peu importe la façon dont il formule l'impulsion dont il croit après coup qu'elle a éveillé sa volonté; une volonté dont il s'aperçoit d'ailleurs avec retard. Cela vaut aussi bien pour ceux d'en bas que pour ceux d'en haut, pour les pauvres et les riches, les humbles et les puissants. Nous marxistes, nous n'avons donc rien à chercher dans la personne, ni dans les personnes; et dans la «personnalité», pauvre marionnette de l'histoire, encore moins, car plus elle est connue, plus nombreux sont les fils par lesquels elle est manoeuvrée. Dans notre jeu grandiose, elle ne représente même pas un pion. Mais dira-t-on, aux échecs, il y a un roi? Oui, mais sa seule fonction est de se faire mettre mat!

Dans la classe, l'uniformité et le parallélisme des situations crée une force, constitue une cause de développement historique. Mais là aussi, l'action précède la volonté, et à plus forte raison la conscience de classe.

La classe devient sujet de conscience (de buts programmatiques) quand s'est formé le parti, quand s'est formée la doctrine. C'est dans la collectivité plus restreinte constituée par le parti que l'on commence, en tant qu'il est organe unitaire, à trouver un sujet d'interprétation de l'histoire, de ses possibilités et de ses voies. Non à tout moment, mais seulement dans de rares situations dues à la complète maturation des contrastes de la base productive, le parti est non seulement un sujet de science, mais aussi, nous l'ad-

mettons, de volonté dans le sens où il peut choisir entre divers actes, choix, influant sur les événements. Pour la première fois apparaîtrait la liberté, et non la dignité des personnes. La classe trouve dans l'histoire un guide, dans la mesure où les facteurs matériels qui la mettent en mouvement se cristallisent dans le parti, et où celui-ci possède une théorie complète et continue, une organisation elle aussi universelle et continue, qui ne se fait ni ne se défait à chaque tournant par des agrégations et des scissions. Ces scissions sont cependant la fièvre, c'est-à-dire la réaction utile de l'organisme du parti à ses crises pathologiques.

OU SONT LES «GARANTIES»?

Où trouverons-nous donc les garanties contre le dévoiement du mouvement et la dégénérescence de son parti? Dans un homme? Mais l'homme est peu de chose: il est mortel et vulnérable à l'ennemi. Même si l'on pouvait croire un instant qu'il est susceptible d'en représenter une, ce serait une garantie bien fragile, surtout s'il était seul.

Faut-il donc croire sérieusement qu'avec la direction collégiale on a découvert, après la disparition du chef qui pratiquait l'arbitraire personnel, la garantie cherchée? C'est ce dont Moscou se vante, mais tout cela n'est qu'une plaisanterie. En Russie, il ne reste plus rien à sauver, puisque tout a déjà été perdu. Le tournant effectué par rapport à Staline se présente sous des dehors pires encore que la dégénérescence stalinienne, dont il n'a corrigé - ni ne pouvait corriger - aucune des tares.

Nos garanties à nous sont bien connues et fort simples:

1. Théorie.

Comme nous l'avons déjà dit, la théorie ne surgit pas à n'importe quel moment de l'histoire - et elle n'attend pas non plus pour la faire la venue du Grand Homme, du Génie. Elle naît à certains tournants du développement de la société humaine, mais si l'on connaît la date de cette naissance, on ignore à qui en revient la paternité.

Notre théorie devait naître après 1830 sur la base de l'économie anglaise. Même si l'on admet qu'il est vain de se donner pour but la vérité et la science intégrales, et que tout ce que l'on peut faire est de progresser dans la lutte contre l'erreur, elle constitue une garantie, mais à condition qu'on la maintienne fermement sur les lignes directrices qui font d'elle un système complet. Au long de son cours historique, elle n'a que deux alternatives: ou se réaliser ou disparaître. La théorie du parti est un système de lois

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2e liste 1999

Aix: 40,00 / Brest: 50,00 / Carcassonne: 60,00 / Eric: 25,00 / A la Fête: 86,00 / Gérard: 500,00 / Mathieu: 150,00 / Montpellier: 1000,00 / Ouest: 5.550,00 / Paris: 1500,00 / Roger: 750,00 / Robert: 40,00 / Tours: 150,00 / Eric: 50,00 / Raymond: 150,00

Total liste: 10.101F

Total général: 11.126 F

Principes marxistes ...

qui régissent l'histoire passée et future. La garantie que nous proposons est donc la suivante: interdiction de revoir et même d'enrichir la théorie. Aucune créativité.

2. Organisation.

Elle doit être continue au cours de l'histoire, c'est-à-dire à la fois rester fidèle à sa propre théorie et à la continuité du fil des expériences de lutte du prolétariat. Les grandes victoires ne viennent que lorsque cette condition est réalisée dans de vastes espaces du globe et pour de longues périodes.

Par rapport au centre du parti, la garantie consiste à lui dénier tout droit de créer, et à ne lui obéir qu'autant que ses directives rentrent dans les limites précises de la doctrine et de la perspective historique du mouvement, établie pour de longs cycles et pour le monde entier. Il faut donc réprimer toute tendance à exploiter les situations locales ou nationales «spéciales», des événements imprévus, des contingences particulières. En effet, ou il est possible d'établir que dans l'histoire certains phénomènes généraux se reproduisent d'un lieu et d'une époque à l'autre, aussi éloignés qu'ils soient dans l'espace et le temps, ou bien il est inutile de société. Comme nous l'avons souvent exposé, il existe de grandes subdivisions historiques et «géographiques» qui déterminent les

cycles fondamentaux de l'action prolétarienne, cycles qui s'étendent à des moitiés de continents et à des cinquantaines d'années et qu'aucune direction de parti n'a le droit de proclamer changés d'une année à l'autre. Nous avons un théorème, qui s'appuie sur mille vérifications expérimentales: annonceur de «cours nouveau» égale traître.

Par rapport à la base, la garantie est que l'action unitaire et centrale, la fameuse «discipline» s'obtient quand la direction est bien attachée aux règles théoriques et pratiques dont il vient d'être question et quand les groupes locaux se voient interdire de «créer» pour leur compte des programmes, des perspectives et des mouvements autonomes.

Cette relation dialectique entre la base et le sommet de la pyramide (qu'il y a trente ans, à Moscou, nous avons demandé de renverser) (2) est la clef qui assure à l'organe impersonnel et unique qu'est le parti la faculté exclusive de déchiffrer l'histoire, la possibilité d'y intervenir et la capacité de signaler le moment où apparaît cette possibilité. De Staline au comité actuel de sous-staliniens, rien n'a été renversé.

3. Tactique.

La «créativité» stratégique est éliminée du fonctionnement du parti. Le plan des opérations est public et notoire, ainsi que les limites précises de celles-ci dans l'histoire et dans l'espace. Un exemple facile: en Europe,

depuis 1871, le parti ne soutient plus aucune guerre d'Etat. En Europe, depuis 1919, le parti ne participe pas (ou n'aurait pas dû participer...) aux élections. En Asie et en Orient, aujourd'hui encore, le parti appuie dans la lutte les mouvements révolutionnaires démocratiques et nationaux et l'alliance du prolétariat avec d'autres classes, y compris la bourgeoisie locale elle-même. Nous donnons ces exemples pour qu'on ne puisse pas parler de la rigidité d'un schéma qui so-disant resterait le même en tous temps et en tous lieux, et pour éviter l'accusation courante selon laquelle cette conception dériverait de postulats immuables d'ordre éthique, esthétique ou même mystique, alors qu'elle est intégralement matérialiste et historique. La dictature de classe et de parti ne dégénère pas en formes oligarchiques à condition d'être ouvertement une dictature, de se déclarer publiquement liée à un ample arc de perspective historique prévu à l'avance, et enfin de ne pas conditionner hypocritement son existence à des contrôles majoritaires, mais seulement à l'issue de l'épreuve de force avec l'ennemi. Le parti marxiste ne rougit pas des conclusions tranchantes de sa doctrine matérialiste et aucune position d'ordre sentimental ou décoratif ne peut l'empêcher de les tirer.

Le programme doit contenir de façon nette les grandes lignes de la société future

comme négation de toute l'ossature de la société présente et point d'arrivée de toute l'histoire, pour tous les pays. Décrire la société présente n'est qu'une partie des tâches révolutionnaires. Ce n'est pas notre affaire d'en déplorer l'existence ou de la diffamer, non plus que de construire dans ses flancs la société future. Mais les rapports de production actuels devront être impitoyablement brisés selon un programme clair: la doctrine du parti prévoit scientifiquement comment les nouvelles formes d'organisation sociale qu'elle connaît précisément apparaîtront sur leurs ruines.

(1) cf Lénine, «Préface à la traduction russe de la brochure de K. Kautsky: "Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe"». (Décembre 1906). La traduction française, légèrement différente de la traduction italienne que nous avons conservée dans le texte, se trouve au Tome 11 des Oeuvres (pp. 434-435).

(2) En février 1926, lors de la VIe session de l'«Exécutif Elargi» de l'Internationale Communiste, Amadéo Bordiga compara l'Internationale à une pyramide reposant dangereusement sur sa pointe, le parti russe et la vieille garde bolchévique en crise et il appela à renverser cette pyramide. Voir Les interventions de Bordiga à cet Exécutif dans «Programme Communiste» n° 69-70.

Une manoeuvre du CCI

Le Courant Communiste International (CCI) publie dans le dernier n° de son organe «Révolution Internationale» des lettres qu'il a adressées «aux groupes de la Gauche Communiste» en vue d'une action commune (1).

Arguant de la «gravité des enjeux», et malgré l'existence «au sein de la Gauche communiste des désaccords sur certains aspects de l'analyse que nous pouvons faire de tel ou tel aspect de la situation mondiale», le CCI appelait à une rencontre la plus rapide possible pour élaborer un «appel commun contre la guerre impérialiste, contre tous les mensonges de la bourgeoisie, contre toutes les campagnes du pacifisme et pour la perspective prolétarienne de renversement du capitalisme». Le CCI plaçait sa proposition sous le haut patronage de Lénine: «en faisant cette proposition nous nous estimons fidèles à la politique menée par les internationalistes, et particulièrement par Lénine, lors des conférences de Zimmerwald et de Kienthal en 1915 et 1916» (lettre du 29/3). Dans une lettre successive, il revenait à la charge, avec cet argument: «une prise de position commune de ces différents groupes [de la Gauche communiste - NdlR] constitue à nos yeux un moyen bien plus puissant que nos différentes publications pour dénoncer aux yeux des prolétaires tous les mensonges bourgeois et leur faire comprendre la responsabilité qui repose sur les épaules du prolétariat face à la boucherie impérialiste» (lettre du 14/4).

Le CCI adressait cet appel à 4 groupes dont il a décidé qu'ils faisaient partie, avec lui, de la «Gauche communiste» ou de ce qu'il appelait autrefois le «camp prolétarien»: le BIPR («Bureau International pour le Parti Révolutionnaire», qui regroupe la «Communist Workers Organization» britannique et «Battaglia Comunista»), «Programme Comunista», «Il Partito Comunista» et nous. Le caractère de manoeuvre de cet appel peut déjà se constater au fait que le CCI en exclut tous les groupes issus d'une scission de ses rangs (qui pourrait croire que les divergences sont plus grandes entre eux et le CCI, qu'entre le CCI et nous?), sans parler d'autres.

Mais l'essentiel n'est pas là. La manoeuvre consiste en ce que le fondement réel de cette initiative et son but ne résident pas dans les arguments mis en avant avec des trémolos dans la voix, mais dans l'idée, née de l'éclectisme du CCI, que le futur parti révolutionnaire naîtra de la fusion des groupes exist-

tants, le jour où ceux-ci auront surmonté leur «sectarisme» absurde. Le CCI met donc à profit les occasions qui se présentent pour esquisser des rapprochements, tenter des actions communes, proposer des appels communs, et pour clamer à tout vent que tous ces groupes ont les mêmes positions essentielles, font partie d'une même famille, déchirée pour l'heure par des malentendus ou des points de détail, mais inévitablement destinée à se réunifier.

Nous réfutons cette idée en bloc. Les divergences que nous avons avec le CCI ne sont pas secondaires, mais essentielles; ce sont les points centraux de ce qui constitue la doctrine marxiste qui nous séparent de lui: la question de l'Etat, la conception du parti, le rôle de la violence, la méthode matérialiste. Les positions du CCI sur tous ces points le placent en dehors des thèses marxistes orthodoxes, qui ont été soutenues de façon cohérente par notre courant, la Gauche communiste d'Italie. Les désaccords qui existent au sein de ce que le CCI, semant volontairement la confusion entre celle-ci et les courants semi-libertaires des gauches allemande et hollandaise, appelle faussement la «Gauche communiste», portent sur des questions qui seront demain décisives pour le sort de la révolution.

Atténuer la portée des désaccords, émousser les divergences programmatiques et politiques, dans le but d'obtenir un succès contingent immédiat - que ce soit pour augmenter la puissance de la propagande avec l'illusion que cela pourrait mettre les prolétaires en mouvement, ou pour obtenir on ne sait quel effet politique, cette attitude, qui serait d'une totale irresponsabilité par rapport aux tâches qui incombent aux révolutionnaires communistes, Engels l'appelait faire le commerce des principes. Aujourd'hui et demain, au risque d'être dénoncés comme des sectaires incurables par ceux pour qui l'action est tout et les principes et le programme ne sont rien, ou pas grand chose, nous combattons cette attitude et dénonçons ceux qui la proposent comme de dangereux adversaires de l'indispensable et difficile travail de reconstitution du parti de classe.

Et nous sommes certains que c'est là la seule façon d'être réellement fidèle à l'exemple et aux enseignements de Lénine.

(1) cf «Révolution Internationale» n°291 (Juin 99).

Les délices de la bouffe capitaliste

Poulets à la dioxine, Coca-cola aux insecticides, Côtes-du-Rhône au sang de boeuf, sont venus s'ajouter dernièrement aux spécialités déjà connues que le capitalisme met dans notre assiette: vache folle, fromage à la Listeria, etc. La presse a publié une fuite d'un rapport confidentiel de la Répression des fraudes où on découvrirait que des usines utilisaient dans la fabrication des aliments pour le bétail, des boues venant de stations de dépollution contenant des résidus de fosses septiques (1800 tonnes de ces boues ont été transformées en farines pour le bétail en 1998 dans l'une de ces usines). Il ne s'agissait pas de petits industriels, mais d'unités appartenant aux plus gros groupes européens de la branche...

De son côté, la maladie de la vache folle qui devrait avoir disparu après l'interdiction de l'alimentation, continue pourtant de se propager «à bas bruit» comme disent les épidémiologistes: une soixantaine de cas en France. A bas bruit: l'expression correspond tout à fait à la vérité, car les responsables officiels comme les éleveurs ou les industriels ne veulent pas faire du bruit à ce sujet. Et pour ne pas en faire, ils se refusent à réaliser des analyses sur les animaux apparemment sains qui sont abattus en boucherie et terminent dans nos estomacs. Il est vrai que de telles analyses en Suisse avaient montré que certains de ces animaux sont déjà contaminés et donc susceptibles d'infecter les humains. La conséquence d'une telle découverte aurait des conséquences désastreuses pour ce secteur économique et pour l'équilibre économique de notre beau pays (la France est un gros exportateur de viande). Les responsables justifient leur inaction en disant qu'en Allemagne ou en Belgique il n'y a pas plus de tels contrôles...

Ces faits ne sont probablement que le sommet de l'iceberg: régulièrement des scandales éclatent, soit par hasard, soit parce qu'une épidémie de malaises ou des morts obligent les services responsables à se mettre en branle. L'entreprise coupable est trouvée, punie, les Coca ressortent de leurs entrailles, les poulets reviennent sur les étals, et tout rentre dans l'ordre jusqu'à la fois suivante.

Car le coupable ce n'est pas tel ou tel affairiste véreux, tel ou tel patron peu scrupuleux, tel commerçant indélicat. Le coupable, c'est le capitalisme, ce système où chaque entreprise doit être rentable ou périr, ce système où la loi suprême est de dégager des profits, ce système où les besoins humains, la santé publique, ne sont pris en compte que s'ils constituent un marché juteux - d'où la

tendance au développement de filières d'alimentation plus saines, «bio», pour ceux qui ont les moyens, les prolétaires étant condamnés à bouffer de la merde - ou s'ils risquent d'avoir des retentissements néfastes sur l'ordre public ou le bon fonctionnement de la société.

Le remède à ces méfaits, la garantie qu'ils ne se reproduiront pas, ne peuvent pas être donnés par un appel à l'Etat; ce ne sont pas des mesures de contrôle renforcé, des escouades d'agents de l'Etat ou l'appel à la conscience des industriels, qui peuvent le fournir, car l'Etat n'est pas au dessus des classes, le défenseur de l'intérêt public comme prétendent les réformistes, mais le défenseur des intérêts capitalistes. C'est pourquoi, au grand scandale de ces réformistes, l'Etat tarde toujours à découvrir et à mettre fin à ces abus. Le seul remède contre l'alimentation empoisonnée, contre la bouffe pourrie - de même que d'un autre côté, contre la famine et les carences alimentaires qui frappent toute une partie de l'humanité - ce sera la suppression du capitalisme et son remplacement par la société communiste où la satisfaction des besoins de tous les êtres humains seront l'impératif suprême, qui le donneront.

IL COMUNISTA (Bimestriale) No 64-65

Gennaio - Aprile 1999

- Kosovo: l'umanitarismo peloso degli imperialismi occidentali, e il cinico terrorismo antialbanese del capitalismo straccione serbo, sono due facce della stessa medaglia
- Il movimento napoletano dei senza lavoro e dei senza salario
- Il banditismo imperialista in Irak
- Metalmeccanici: il rinnovo contrattuale voluto dalla Triplice sindacale significa riduzione costante dei salari e orario di lavoro adeguato alle sole esigenze padronali
- Battaglia comunista: doppio misto di volontarismo e intellettualismo di democrazia militante e partito «virtuale»
- I diritti dell'uomo, espressione ideologica dello schiavismo borghese
- Senza programma rivoluzionario, non ci sarà mai partito rivoluzionario
- Le nuove forme di collaborazionismo interclassista (Riunione Generale di Genova 9-10/1/99)

Pinochet: sacrifice de l'allié d'hier sur l'autel de l'ordre démocratique bourgeois

LA PROPAGANDE
DÉMOCRATIQUE

Le respect de la loi et de la justice est un des thèmes privilégiés du gouvernement travailliste (le ministre de la Justice a même livré à la police son propre fils pour consommation et vente de drogue - à vrai dire pour devancer les journaux!). Il lui était donc difficile d'opposer une fin de non-recevoir aux demandes d'extradition du juge espagnol. Les travaillistes ont donc voulu au contraire faire la démonstration que le gouvernement laissait la Justice faire son travail en toute indépendance et que personne, pas même un ancien Chef d'Etat n'était au-dessus des lois, peu importe les contortions diplomatiques. Les médias bourgeois dans le monde entier ont aussitôt salué cette attitude comme une victoire des grands principes de la Justice, de la Démocratie, de la Morale et du Droit. Que tremblent les dictateurs, tel Milosevic, ils ne sont plus à l'abri et, tôt ou tard, ils devront rendre compte de leurs méfaits devant les Juges!

L'affaire Pinochet correspond, au-delà des circonstances contingentes, à la volonté actuelle des grandes puissances de masquer derrière un épais rideau de fumée démocratique-juridique leurs exactions passées, présentes et futures. Inutile hier, lorsque les aires d'influence étaient figées en deux blocs principaux, la création de tribunaux internationaux, est une indication supplémentaire que les Etats les plus puissants aujourd'hui veulent imposer leurs lois et leurs règles - corollaires de leurs intérêts impérialistes - dans ce monde nouvellement ouvert et qu'il faut conquérir. Loin d'être une victoire des opprimés sur les oppresseurs, ces événements marquent le renforcement de l'autoritarisme des grands impérialismes et du totalitarisme du capitalisme mondial. Aujourd'hui face à l'apathie de la prolétariat, la bourgeoisie avance les pions démocratiques, sacrifiant si besoin quelques vieux alliés d'hier (Pinochet n'est pas un cas unique) sur l'autel de l'ordre bourgeois. Demain, lorsque la classe ouvrière se fera de nouveau menaçante, elle ressuscitera de nouveaux Pinochets!

L'inculpation du général sénile permet de réactiver une nouvelle fois la fausse alternative démocratie ou fascisme; elle donne à peu de frais aux sociaux-démocrates un brevet «anti-fasciste» - si utile pour masquer la nature anti-prolétarienne de la démocratie - par l'arrestation de l'assassin du président socialiste Allende. L'image d'Allende mort «les armes à la main» a toujours été utilisée pour cacher sa responsabilité politique dans l'écrasement du prolétariat, livré sans défense à la répression bestiale des Forces Armées qu'il avait pourtant encensées et dont il avait défendu la hiérarchie contre les soldats du rang.

LE CHILI SOUS LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE

En 1970, devant l'incapacité, durant les six années précédentes, du gouvernement Démocrate-Chrétien de Frei de résoudre la crise dans le pays et devant les risques sociaux d'une telle situation, l'Union Populaire menée par Allende accéda au gouvernement. L'UP, accord électoral de 6 partis dont la Démocratie Chrétienne (issue en partie de la Phalange fasciste), le PS et le PC, fut alors encensée par les opportunistes du monde entier. On parlait de troisième voie chilienne, de socialisme à la chilienne et d'autres âneries du même acabit. Mais l'UP n'était, comme nous l'écrivions alors, qu'un **serviteur zélé de la propriété, de l'ordre et de la légalité au service exclusif du capitalisme**. Derrière son «verbalisme révolutionnaire», se cachait une politique de prévention des luttes ouvrières, de relance et de modernisation de l'Etat et du capital national. Malgré son court règne, Allende eut le temps d'agir comme serviteur oppressé du capitalisme. Rappelons quelques faits.

Son gouvernement fit exproprier plus de 300'000 Indiens mapuches, défendit les colons aisés du Sud du pays; aux délégués des paysans pauvres en lutte contre les propriétaires fonciers, il n'eut que cette réponse: «occuper la terre, c'est violer un droit». Même chose pour les grèves qui se succédèrent dans différents secteurs économiques, en particulier dans les mines ou les cimenteries d'Etat (les ouvriers de celles-ci allant même jusqu'à saccager «leur» Ministère): l'UP n'hésita pas à envoyer l'armée pour réprimer les faiseurs de troubles, à embastiller et censurer, lorsque ses promesses étaient impuissantes à calmer les prolétaires. Devant l'aggravation des tensions sociales en dépit de tous ses efforts, Allende appela deux généraux dans son gouvernement, dont un au poste-clé de l'Intérieur. Il plaça même des militaires de l'Etat-Major à des postes clef du secteur nationalisé assurant ainsi à la bourgeoisie que ces entreprises ne se montreraient pas laxistes envers les prolétaires.

On est donc loin du portrait idyllique que l'opportunisme a forgé au fil du temps! D'ailleurs, à l'époque, à la question déjà stupide «Pensez-vous qu'il soit possible d'éviter la dictature du prolétariat?», Allende ne pouvait que renchérir en stupidité en répondant: «je crois que oui; c'est à cela que nous travaillons». Dans le même temps, devant la contestation de la hiérarchie militaire par une partie des troupes et leur dénonciation des menées réactionnaires et factieuses des officiers, l'UP affirmait: «nous voulons que les carabiniers et les forces armées continuent à être une garantie de notre ordre démocratique, ce qui implique le respect des structures organiques et hiérarchiques de la police et de l'armée». A l'inverse de ce que prétendait le révolutionnarisme petit-bourgeois international, il n'y avait donc rien à espérer d'un tel gouvernement pour le prolétariat et la population paysanne pauvre. Sa politique ne s'expliquait pas par l'aveuglement, comme le dirent ensuite les divers courants trotskystes, qui cherchent toujours à atténuer la responsabilité de l'opportunisme dans les défaites ouvrières. C'était une attitude **contre-révolutionnaire** parfaitement cohérente pour endiguer les vagues d'agitation du prolétariat chilien, qui impliquait **nécessairement** de se tourner vers cet ultime rempart de la société bourgeoise que constitue l'armée, si hostile qu'elle lui fut politiquement. Lorsque la bourgeoisie estima que le gouvernement de gauche avait épuisé son rôle de désorganisation, démoralisation et paralysie du prolétariat, l'armée écrasa les prolétaires et les valets réformistes furent sacrifiés sans hésitation.

La réussite du Coup d'Etat en septembre 73, dirigé et organisé par le «général démocrate» Pinochet nommé par Allende, ne fut donc possible que par l'action du gouverne-

ment et des partis de l'Unité Populaire qui avaient désarmé matériellement et politiquement le prolétariat, réprimé toute contestation derrière une phraséologie socialiste comme ont toujours su le faire les faux-amis de la classe ouvrière. Comme en Italie dans les années 20, en Allemagne ou en Espagne dans les années 30 voire en France avec Pétain, le coup d'Etat au Chili a confirmé l'enseignement du marxisme selon lequel «le fascisme (qui) est un alignement des forces de la bourgeoisie dans des situations de crise, lorsqu'elle a épuisé la ressource du gouvernement populaire, ne provient pas de la lutte violente du prolétariat, mais de l'échec de cette lutte; il est le coup de grâce porté par la bourgeoisie à un ennemi déjà presque abattu, et abattu par les opportunistes et gouvernements démocratiques»; et «la petite-bourgeoisie (...) se discipline dans le parti unique de la défense du Capital et lui donne ses troupes (...) quand elle sent (le prolétariat) battu» (1).

Les grands Etats impérialistes qui dominent la planète, exploitent par centaines de millions des prolétaires et en condamnent au chômage des centaines de millions d'autres, pillent et saccagent le globe pour améliorer leurs profits, déclenchent et arrêtent les guerres les plus sanglantes selon leurs intérêts du moment, s'efforcent de mettre en scène la fable selon laquelle, peut-être avec un quart de siècle de retard dans le cas Pinochet, il existe malgré tout dans ce monde-ci une justice impartiale et implacable, capable de défendre les malheureuses victimes et de frapper les Méchants qui contrevennent aux règles de la Démocratie et des Droits de l'homme. L'arrestation de Pinochet, tout comme l'institution du fameux Tribunal Pénal International de La Haye, répondent à la même intention de camouflage des crimes commis en permanence par le capitalisme mondial et de justification des forfaits des brigands impérialistes.

L'inculpation et le jugement de Pinochet doivent être dénoncés par la classe ouvrière internationale comme une **mascarade répugnante**. Les prolétaires victimes de la terreur et de la répression bestiale au Chili ne peuvent pas obtenir réparation avec sa condamnation par un tribunal bourgeois, car ils sont des **victimes de la bourgeoisie**, nationale et internationale (rappelons que c'est à Washington que le coup a été préparé et c'est là où le feu vert lui a été donné), dont Pinochet n'a été que le bras armé. Justice ne leur sera rendue que par le renversement de la classe dominante, la destruction de son appareil d'Etat (de ses Forces Armées à son Parlement démocratique dont la solidité s'appuie sur des milliers de cadavres), la liquidation de son mode de production, en un mot par la victoire de la révolution prolétarienne au Chili et dans le monde entier.

(1) cf «L'anti-fascisme démocratique: un mot d'ordre anti-prolétarien qui a fait ses preuves», supplément au «Prolétaire» n° 431.

GUERRE DU CAPITAL CONTRE LES PROLÉTAIRES

Le Bureau International du travail (BIT: organisation de type onusien, chargé d'établir des statistiques sur les conditions de travail dans le monde et de promouvoir de bonnes relations entre les patrons et leurs employés) a publié au début du mois d'avril des statistiques sur les accidents du travail dans le monde.

Selon le BIT, il y a 250 millions d'accidents du travail par an. Sachant que cette statistique se base sur les données officielles d'accidents ayant entraînés des arrêts de travail, le chiffre réel doit sans aucun doute être sensiblement plus élevé: pour nombre de prolétaires à la situation précaire, y compris dans les pays capitalistes les plus développés - que l'on songe aux sans-papiers et aux travailleurs au noir -, il est en effet impossible de se voir reconnaître un accident du travail. 12 millions d'accidents du travail touchent chaque année des mineurs, dont 12'000 mortels.

Au total le BIT estime à un million le nombre d'accidents mortels du travail par an. Cela signifie qu'en moyenne 3'000 travailleurs sont tués chaque jour dans le monde pour engraisser le capital. Ce nombre est supérieur au nombre de mort du SIDA (312'000), au nombre de personnes tuées en moyenne par des «actes de violences» (563'000), par des guerres (502'000), par les accidents de la route (990'000). La guerre que mène en permanence le capital pour extorquer de la plus-value aux prolétaires est plus meurtrière encore que les guerres ouvertes que déclenchent régulièrement les forces capitalistes! Comme les autres grandes causes de décès rapportées par les statistiques du BIT sont, elles aussi, liées à l'organisation sociale capitaliste, ces chiffres nous font toucher du doigt la nature fondamentalement anti-sociale du capitalisme. Contre ce système né dans la boue et dans le sang, comme disait Marx, et prospérant dans le sang et la boue, la révolution violente des exploités est plus qu'un acte d'auto-défense: c'est un impérieux devoir envers l'humanité.

Vient de paraître:

Yougoslavie

«L'opposition aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme»

Cette brochure contient les articles publiés dans nos colonnes sur la question yougoslave depuis 1987 dont une partie se trouvait sur la précédente brochure (n° 20) maintenant épuisée.

Brochure «Le Prolétaire» n° 23, 50 p.
10 FF franco de port

PROGRAMME COMMUNISTE N° 96 - OCTOBRE 98

Le dernier° de notre revue théorique «Programme Communiste» comprend des textes classiques de notre courant, épuisés depuis longtemps («Repli et déclin de la révolution bolchévique») ou jamais encore traduits en français («Les grandes questions historiques de la révolution en Russie»). Voici le sommaire complet:

- La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation. - Les grandes questions historiques de la révolution en Russie. - Repli et déclin de la révolution bolchévique. - Annexe: co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925). - Sur le fil du temps: Danse des fantoches: de la conscience à la culture. - La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (fin). - Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964). - Les trotskystes et la nature de l'URSS: la charlatanerie des spartacistes. - Notes de lecture: Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista.

Programme Communiste n° 96
(92 pages) 25 FF 10 FS 140 FB 5000
LI 10 DM £ 3

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «Prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.